



## Le bénévolat, une richesse invisible

2001 - ANNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES

**Effet de serre:**  
plus on en sait,  
moins on agit

**Semmering:**  
un tortillard  
nommé désir

**Entretien: Chinua  
Achebe, l'un des pères  
du roman africain**

Afrique CFA:1000 F.CFA, Antilles:18 FF, Belgique:160 FB, Canada:3,95\$ Can,  
Espagne:550 Ptas, Luxembourg:154 F.Lux, Maroc:20 DH, Portugal:700 Esc,  
Reunion:22FF, Suisse:6,20 FS, United Kingdom:2,5£, USA:4,25 \$US.

**M 1205 - 18 - 22,00 F**





# Nouveau site

Les Éditions UNESCO en ligne

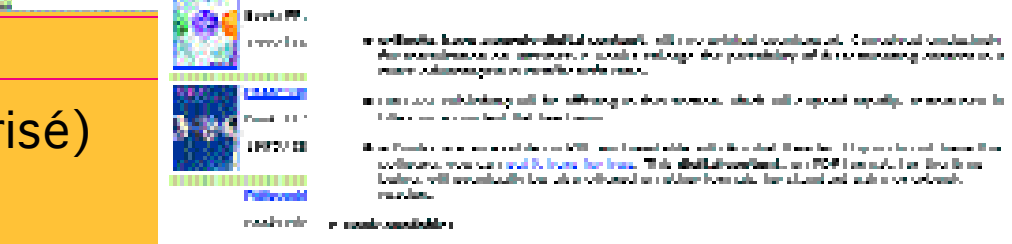
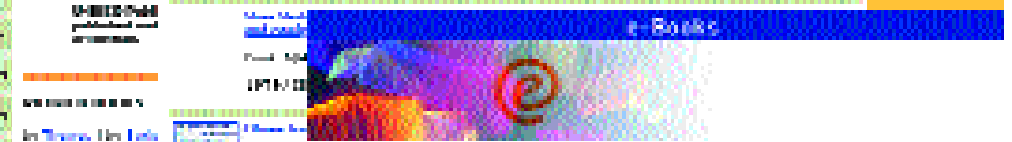
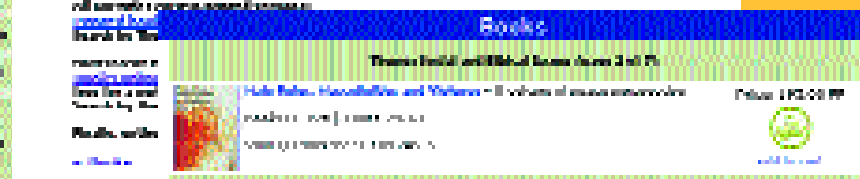
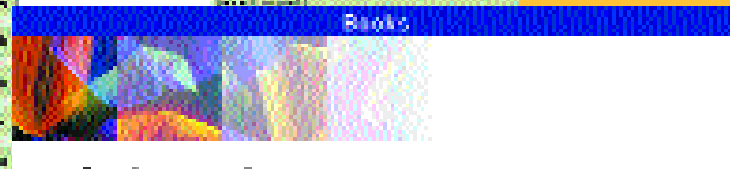
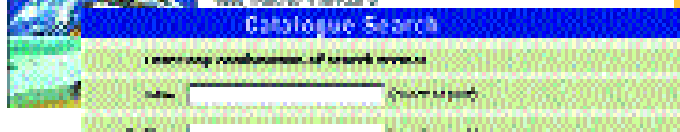
# www.unesco.org/publishing



- Rechercher les références d'un livre...
- Commander des livres, vidéos, cd-rom...
- Télécharger des publications électroniques...

Il suffit de cliquer

Rapide  
Facile  
Totalemt sûr  
(paiement sécurisé)



Éditions UNESCO

## D'ICI ET D'AILLEURS

### 4 Sydney, paradis des faux-semblants

Sydney a l'image d'une ville au ciel toujours bleu: elle se découvre en fait sous un parapluie. Photographies de Trent Parke, texte de David Marr

## PLANÈTE

### 10 Effet de serre: plus on en sait, moins on agit

La prochaine conférence sur le climat confirmera les prévisions alarmistes des scientifiques, mais les Etats sortiront-ils de leur immobilisme? Michel Bessières

## ÉDUCATION

### 13 Les enfants de Bolivar

L'ambitieuse réforme éducative pour ouvrir enfin l'école vénézuélienne à tous est taxée de tentative d'endoctrinement. Fabrice Losego

## Dossier

### Le bénévolat, une richesse invisible

Adolescents de Ljubljana, retraités britanniques, handicapés philippins, étudiants sud-africains: des millions de bénévoles, partout, se démènent pour réintégrer celles et ceux que les conflits et les tensions économiques ont mis en marge. Le capital social, qu'ils développent ainsi, constitue une richesse encore invisible mais qui jouera demain un rôle aussi essentiel que l'Etat et le marché.

Le sommaire détaillé est en page 16.



© Alain Pinoges/CRIC, Paris

Une volontaire en Inde.

## DROITS HUMAINS

### 38 Esclaves à 12 ans

Le trafic et l'exploitation d'enfants n'épargnent aucun pays, pas même ceux du Nord. Les ripostes restent timides et dispersées. Louise Corradini

### 40 ONG: les briseurs de chaînes

## CULTURES

### 41 Un tortillard nommé désir

Inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, le chemin de fer, qui franchit le col du Semmering en Autriche, traîne toute la mélancolie d'un monde disparu.

Sylvia Treudel

## MÉDIAS

### 44 Inde: la famine indésirable dans la presse indienne

Des millions d'Indiens souffrent de la faim. La presse l'ignore et préfère «couvrir» les concours de beauté. P. Sainath

## ENTRETIEN

### 47 Chinua Achebe: les liens de l'exil

Cloué dans un fauteuil roulant aux Etats-Unis, le père fondateur de la littérature africaine de langue anglaise s'interroge sur son Nigeria natal.

## DANS CE NUMÉRO

### Détresse

Dans une longue interview (pp. 47-51), l'écrivain nigérian Chinua Achebe, l'un des pères de la littérature africaine, s'insurge contre le fait que le terme d'«esclavage» puisse être appliqué aujourd'hui à des formes extrêmes d'exploitation: on relativiserait ainsi la traite négrière. Pourtant, dans de nombreux pays, y compris du Nord, que subissent des millions d'enfants, si ce n'est un esclavage, économique ou sexuel? C'est bien leurs chaînes que des ONG s'efforcent de briser (pp. 38-40), y compris par des campagnes d'opinion. Une opinion qui, en Inde, est bien peu informée de l'immense détresse qui y règne encore, la presse étant accusée de faire la plus belle part aux mirages de la société de consommation (pp. 44-46).

### Solidarité

L'année 2001 célèbre le volontariat, ces millions d'hommes et de femmes qui, inlassablement, recousent un tissu social trop souvent déchiré par les guerres et les crises économiques. Aux cotés de l'Etat et du marché, ce «tiers-secteur» produit une richesse invisible (pp. 16-37). Cette lutte contre l'exclusion est aussi au cœur de l'ambitieuse réforme de l'enseignement vénézuélien: amener à l'école le million d'enfants qui ne la fréquentent pas. Mais ses adversaires dénoncent une tentative d'endoctrinement (pp 13-15). Cette solidarité, enfin, devrait guider les Etats dans la lutte contre l'effet de serre. Et même si les scientifiques confirment une fois encore leurs prévisions alarmistes lors de la conférence prévue à Bonn, en juillet, il est à craindre que l'égoïsme des Etats ne bloque toute action d'envergure (pp 10-12).



# Sydney, paradis des faux-semblants

PHOTOS DE TRENT PARKE, TEXTES DE DAVID MARR

TRENT PARKE, PHOTOGRAPHE AUSTRALIEN, A TRAVAILLÉ PENDANT CINQ ANS SUR L'UNIVERS DE LA RUE À SYDNEY, POUR SON LIVRE DREAM LIFE. DAVID MARR EST JOURNALISTE AU SYDNEY MORNING HERALD, AUTEUR D'UNE BIOGRAPHIE DE L'ÉCRIVAIN AUSTRALIEN PATRICK WHITE.



La foule sort de l'opéra par un beau dimanche après-midi.

Quand votre ville sert de vitrine aux agences de voyage, vous finissez par la voir avec des yeux de touriste, sous un ciel toujours bleu. A moins d'ouvrir votre parapluie et de la surprendre dans sa vérité. Alors, elle est irrésistible!

S

ydney n'est pas la ville ensoleillée que l'on croit. C'est une sombre métropole, un port, une ville humide, percluse d'averses et de brouillards matinaux, où le ciel peut rester plombé tout un été pourri, où les hivers sont aussi brefs que détestables.

Les brochures touristiques ne mentent pas quand elles vous parlent de ciels éclatants et d'étés torrides. Mais l'humeur de Sydney est aussi changeante que celle d'une vieille dame acariâtre. L'hiver, les vents d'ouest vous

Des ombres s'avancent sur Eddy Avenue.



# Sydney, paradis des faux-semblants



Joueuses de boules, à Milson's Point.

**La lumière même de Sydney nous plonge dans une ambiance d'Ancien Testament, quand le soleil éclate sous un ciel d'orage, ou quand il nimbe la chaussée de ses rayons d'or en début de soirée.**

piquent comme une lame. Le soleil disparaît pendant des jours. Il pleut à seaux.

Alors, sortent les parapluies. Plus encore que Londres, Sydney est une ville à parapluies. Un pardessus ferait merveille pour affronter ces quelques semaines glaciales, mais un bon manteau est un luxe sous ces latitudes. En ville, on s'abritera sous les auvents des magasins, si typiques de nos villes australiennes. Mais on a tous un parapluie.

Quiconque a grandi à Sydney ne s'étonnera pas de l'humeur capricieuse de la ville. Mais quelque chose a changé depuis l'arrivée des touristes. Au début, nous nous demandions ce qu'ils venaient faire ici. À présent, nous jugeons la ville à l'aune de ce paradis qu'on leur a fait miroiter. Les averses sont une rupture de contrat. Le froid, une honte nationale. Pauvreté et corruption doivent rester invisibles.

Sydney, pourtant, est corrompue depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, quand les soldats, gardiens du pénitencier, convoiaient du rhum depuis Calcutta. L'alcool a servi de monnaie d'échange aux premières années de la colonie. Depuis lors, la corruption a été alimentée par tout l'éventail des faiblesses humaines: alcool, jeu, drogue, prostitution... Le vice a favorisé l'essor du commerce et des religions.

L'un des paradoxes les plus étranges de ce quasi-paradis demeure l'influence des prédicateurs. Ils craignent que la beauté du lieu ne corrompe nos âmes. Parfois, un de ces prophètes de malheur sort de l'ombre avec un message de peur et d'espoir. Il écrit des slogans sur les murs de la ville. L'enfer et le paradis ont rendez-vous au coin de la rue. La lumière même de Sydney nous plonge dans cette ambiance d'Ancien Testament, quand le soleil éclate sous un ciel d'orage, ou quand il nimbe la chaussée de ses rayons d'or en début de soirée.

Mais la beauté peut corrompre. Rien n'est plus caractéristique de Sydney que cette bataille éternelle pour s'accaparer un morceau du port, un quai, une plage, une vue sur la mer à un million de dollars... Depuis les débuts de la colonie, les autorités locales n'ont cessé de brader le port. Sydney a utilisé toutes les ficelles pour faire de l'argent avec sa beauté.

© Trent Parke/Network/Grapho, Paris

## LA VILLE DES OLYMPIADES

La colonie de Nouvelle-Galles du Sud a été fondée en 1788 par l'arrivée de onze navires chargés de forçats, venus d'Angleterre. Sydney n'est officiellement devenue une ville qu'en 1842. Aujourd'hui, c'est une métropole vibrante de quatre millions d'habitants appartenant à 200 nationalités différentes. Plus du quart de ses résidents sont nés outremer – 28 % d'entre eux sont venus d'Asie, 16,5 % des îles britanniques et d'Irlande, 16 % d'Europe du Sud et 8,5 % du Moyen-Orient. En outre, un cinquième des habitants de Sydney sont des enfants de migrants.

Pendant les Jeux Olympiques, qui se sont déroulés à Sydney du 15 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2000, la ville et son port ont occupé le devant de la scène, attirant près de quatre millions de visiteurs et 11000 athlètes. Ces Jeux, suivis par trois milliards et demi de téléspectateurs, ont été qualifiés de «meilleurs de tous» par le Comité international olympique. ■



Sur Circular Quay, la proue d'un paquebot fait écho à la toiture, en forme de voiles, de l'opéra de Sydney.



Un couple est surpris par la pluie devant le Harbour Bridge, construit en 1932.

# Sydney, paradis des faux-semblants



Un orage d'été s'abat sur George Street, en fin d'après-midi.

© Trent Parter/Newsak/Rapho, Paris

Célèbres dans le monde entier, un pont en acier – construit par les Britanniques en 1932 – et un opéra – fantaisie scandinave du début des années 50 – sont devenus les symboles de cette métropole du Pacifique Sud. Mais pour les gens d'ici, ce sont là deux exceptions spectaculaires et rassurantes à la règle selon laquelle tout ce qui se dresse sur le port doit être miteux, inspiré des motifs les plus vils, indigne d'une rade qui pourrait être la plus belle au monde.

Pour autant, nous ne passons pas notre vie en extase devant ces monuments. Comme le Louvre pour les Parisiens, le pont et l'opéra nous confèrent une tranquille fierté. Nous rentrons la tête sous nos parapluies et pataugeons dans les flaques en passant devant, sans même leur accorder une pensée. Mais nous sommes fiers de l'extase des touristes. Puis, traversant le pont sous un beau soleil d'hiver, ou arrivant à l'opéra par un soir d'automne, nous les découvrons soudain dans toute leur splendeur.

Mais faisons confiance à Sydney: son humeur ne dure pas. Heureusement! Qui voudrait vivre dans un paradis pour agence de voyage? Le vrai Sydney, en revanche, est irrésistible: sombre, miteux, fantasque, hanté de voix et de visions étranges. Tandis que j'écris ces lignes, il pleut à torrent. Je dois aller au

travail. Et j'ai oublié mon parapluie dieu sait où. Je vais me faire tremper. ■







Loin des visions touristiques de Sydney, mais devant l'opéra, un enfant cherche sa voie sous la pluie.

# Effet de serre: plus on en sait, moins on agit

Le 16 juillet prochain, s'ouvre à Bonn (RFA) une nouvelle conférence internationale sur le climat, septième du genre. Les scientifiques y confirmeront leurs prévisions alarmistes et les politiques feront le gros dos. Pourquoi?

MICHEL BESSIÈRES

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

Depuis le Sommet de la Terre, en 1992, à Rio, neuf années de négociations internationales n'ont donné aucun résultat tangible pour contrer le réchauffement. Quelque chose a changé pourtant: la communauté scientifique a accumulé de nombreuses connaissances sur l'ampleur de ce réchauffement et sur ses causes, ce qui l'autorise, plus que jamais, à alerter les pouvoirs publics. De son côté, l'opinion prête une attention croissante au problème. Mais, comme l'écrit Benjamin Dessus, un expert français du

Groupement international pour l'étude du climat (GIEC): «*nous sommes devant un véritable paradoxe: la volonté publique reste déficiente, comme si la connaissance paralysait l'action, au lieu de la nourrir*».

Le réchauffement climatique n'est plus l'objet de controverses. Le  $XX^e$  siècle, avec une augmentation moyenne de  $0,6^{\circ}\text{C}$ , a connu les températures les plus élevées de ces dix derniers siècles. Pour leur part, les deux dernières décennies ont été les plus chaudes du siècle.

Toute une série de phénomènes accompagnent l'augmentation des températures, qu'il s'agisse du recul à peu près général des glaciers ou de l'amincissement de 40% (de 3,1 m à 1,8 m), en un demi-siècle, de la calotte glaciaire arctique.

Les scientifiques ne sont pas encore en mesure d'établir des corrélations certaines entre le réchauffement climatique et la multiplication d'épisodes catastrophiques – sécheresses, tempêtes ou inondations. Toutefois, comme le souligne le physicien français Hervé Le Treut, ces



La police népalaise contrôle les gaz d'échappement des autobus, à Katmandou, l'une des villes les plus polluées d'Asie.



épisodes «illustrent ce qui risque de se passer si le réchauffement se poursuit».

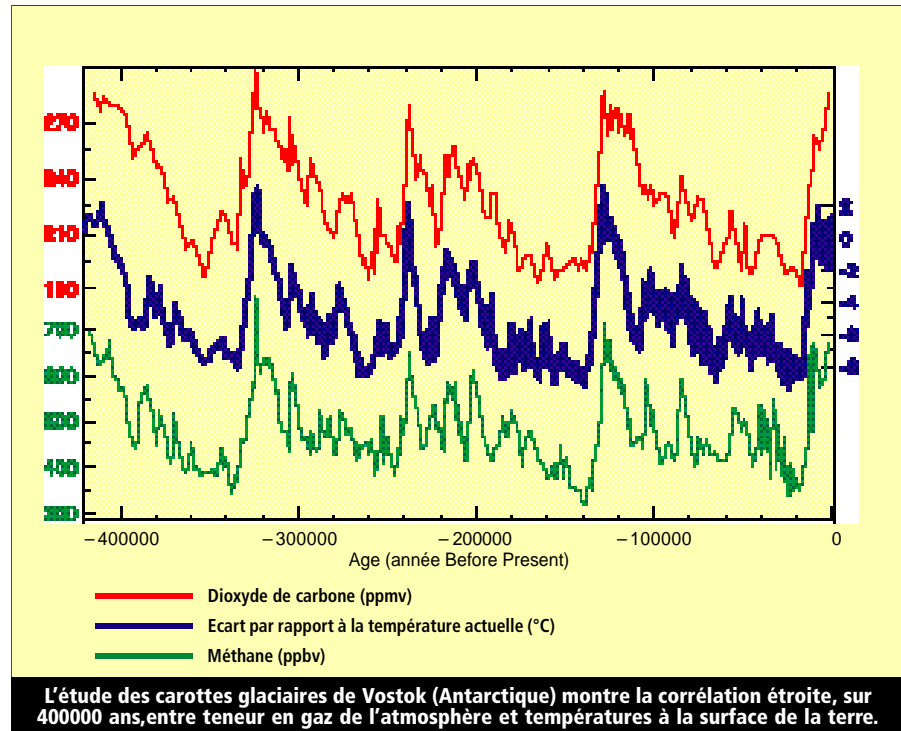
A-t-on affaire à un réchauffement cyclique, tel que la planète en a toujours connu, ou bien les émissions de gaz à effet de serre, liées aux activités humaines, créent-elles une situation nouvelle? Les experts sont maintenant quasi-unanimes pour défendre cette dernière position. La concentration dans l'atmosphère du principal gaz à effet de serre, le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), ne cesse d'augmenter: elle est passée de 280 parties par million (ppm), à l'aube de la révolution industrielle, à plus de 360 ppm aujourd'hui. Les estimations, pour la fin du XXI<sup>e</sup> siècle, les situent entre 540 et 970 ppm.

## Un signal d'alarme

Au sein de la communauté scientifique, la prise de conscience est déjà ancienne. La première conférence mondiale sur le climat se tenait à Genève, en 1979. Neuf ans plus tard, l'Organisation météorologique mondiale et les Nations unies créaient le GIEC. Ce réseau mondial de plus de 3000 chercheurs et experts a publié trois rapports successifs (en 1990, 1995 et 2001), chacun plus inquiétant que le précédent. Lors de la publication du dernier en date, début 2001, Klaus Topfner, président du Programme des Nations unies pour l'environnement déclarait: «*le consensus scientifique maintenant atteint doit être un signal d'alarme pour toutes les capitales*».

Le nouveau rapport révisé à la hausse les prévisions antérieures. Il envisage une augmentation des températures – «*sans précédent depuis 10000 ans*» – de 1,4 à 5,8°C pour 2100 et une montée du niveau des océans de 10 à 90 cm. Le deuxième volet du rapport envisage les conséquences économiques et sociales du réchauffement. Les zones favorables au paludisme et au choléra vont s'étendre, les récoltes diminueront dans la bande tropicale et sub-tropicale, les régions arides et semi-arides affronteront des épisodes de sécheresse plus fréquents.

Le réchauffement augmentera le déséquilibre Nord-Sud, parce que les pays pauvres seront les plus frappés, mais aussi parce que «*ceux qui disposent des ressources les plus réduites ont les capacités d'adaptation les plus faibles*». En 2050, selon les prévisions les mieux établies, la population mondiale aura augmenté de trois milliards pour atteindre neuf milliards d'habitants et la consommation



© Laboratoire de glaciologie, Grenoble/Ferret et al., Nature 399

d'énergie aura été multipliée par un facteur de 1,5 à 2,7. Les combustibles fossiles – responsables de l'effet de serre – représenteront toujours de 75 à 80 % de la consommation totale d'énergie, le nucléaire de 4 à 7 % et les énergies renouvelables (éolienne, solaire, hydroélectricité) au mieux 20 %.

On s'attend à un certain nombre d'accidents climatiques (phénomènes échappant pour l'instant à la modélisation). Le plus redouté est la modification des courants océaniques, qui assurent les échanges thermiques entre régions froides et chaudes de la planète. Selon deux chercheurs suisses, Thomas Stocker et Andreas Schmittner, la circulation du courant dans l'Atlantique Nord – le Gulf Stream – pourrait s'interrompre à partir d'un taux de 750 ppm de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Or, une telle concentration est attendue au cours du XXI<sup>e</sup> siècle.

## La civilisation du train ou de l'automobile?

Pour stabiliser les émissions de gaz à effet de serre, les spécialistes suggèrent de combiner tout un éventail de solutions techniques. Elles vont de l'utilisation d'appareils plus économes (lampes à basse tension, par exemple) à la cogénération (production combinée de chaleur et d'électricité), en passant par le développement des énergies renouvelables, solaire ou éolienne. Mais, si depuis 10 ans l'industrie a déjà réduit ses émissions à

l'échelle mondiale (elles représentent encore 19% du total), le transport, lui, a augmenté les siennes de 75 %.

Pour le Français Benjamin Dessus, l'avenir dépend moins des innovations technologiques que des priorités dans le choix des infrastructures. Pour simplifier: les Chinois et les Indiens choisiront-ils la civilisation de l'automobile ou celle du train? Et, explique-t-il, la réflexion sur les infrastructures de transport s'applique à tous les autres réseaux: énergie, télécommunications... Mieux vaut investir dans des petits gisements d'énergie fossile (charbon ou pétrole) destinés à une consommation locale – cela sera moins coûteux en énergie –, plutôt que de mettre en place de lourdes infrastructures, même pour transporter une énergie plus propre.

Au-delà de ces réflexions, les scientifiques refusent naturellement de se substituer aux politiques. En 1992, à Rio, les pays participants signaient la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique. Elle s'appuie sur deux principes: ne pas remettre en cause le développement économique des pays du Sud et «*stabiliser les concentrations de gaz à un niveau qui évite toute perturbation dangereuse du climat*», l'effort étant demandé aux pays industrialisés. Les 156 pays qui ont ratifié cette Convention sont toujours engagés par leur signature, y compris les Etats-Unis, malgré leur récent revirement.

Depuis, six conférences sur le climat ont tenté de progresser. Mais le seul engagement précis qui ait été pris remonte à la Conférence de Kyoto, en 1997, lorsque les pays industrialisés se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2 % à l'horizon 2012. La Convention n'entrera en vigueur que lorsque 55 pays, au moins, totalisant 55 % des émissions, l'auront ratifiée. A ce jour, 33 seulement l'ont ratifiée et la France est le seul pays industriel qui s'apprête à le faire. Par ailleurs, aucun pays n'a atteint ses objectifs. La France, par exemple, devait simplement maintenir son niveau d'émissions. Or, elles ont déjà augmenté de 2 %.

Ces objectifs, d'une valeur symbolique pour l'environnement, devaient marquer le début d'un engagement politique. Ils ne seront pas tenus. On peut d'ores et déjà considérer les six conférences mondiales sur le climat, qui se sont succédé depuis neuf ans, comme des échecs. Comme l'ont constaté les observateurs, chaque pays s'arc-boute sur ses intérêts nationaux, largement déterminés par ceux de ses lobbies industriels. Le retrait des Etats-Unis du protocole de Kyoto, décidé par le président George W. Bush – dont la carrière politique, tout comme celle de son vice-président, Dick Cheney, est, selon les commentateurs, liée depuis longtemps au secteur pétrolier américain – en est un exemple parlant.

## Un faux répit

En France, le retrait du projet d'écotaxe par le gouvernement de la gauche plurielle, à un an des élections législatives de juin 2002, montre que le rythme rapide de la vie politique démocratique s'accommode mal du rythme lent des changements planétaires. La notion, si souvent invoquée, de principe de précaution, reste incantatoire. Le journaliste américain John W. Anderson écrit fort justement: «toute tentative sérieuse de s'attaquer au problème des émissions de gaz à effet de serre aura des coûts immédiats, alors que les bénéfices ne seront pas visibles avant longtemps. Dans la mesure où ces bénéfices éventuels se réduisent à une catastrophe qui n'aura pas lieu, ils

*n'apparaîtront jamais clairement. Mais les coûts, eux, sont visibles».*

Seules les négociations sur les armes nucléaires, par leurs dimensions et leurs enjeux, sont comparables aux négociations actuelles sur le climat. Mais au sentiment d'urgence qui prévalait pour les premières, s'est substituée l'idée que l'on peut encore «remettre à plus tard» les solutions pour le climat. Robert Watson,



Un lac près de Bhopal asséché par la canicule qui frappe l'Inde.

© Prakash Hatwalne/AP/Boomerang, Paris

n'ont pas leur quota, et un droit d'emprunter sur ses propres quotas futurs. Derrière cette démarche, on retrouve l'idée que l'innovation technologique et la capacité créatrice du marché fourniront les solutions en temps voulu. Dans cette perspective, il est donc inutile de s'imposer des contraintes légales pesantes. Comme le disait déjà le président Clinton: «le mode de vie américain n'est pas négociable!»

## L'efficacité énergétique contre l'égalité

De façon tacite, les pays industrialisés ont la conviction que le progrès technique, guidé par le marché, apportera les solutions. D'où leur penchant à raisonner en termes de tonnes de CO<sub>2</sub> par part de PIB. Ainsi, quand un Chinois émet 3,93 tonnes de CO<sub>2</sub> pour produire 100 dollars de PIB, un Américain en émet 4,6 fois moins, et un Allemand 7,7 fois moins. Dans l'optique des pays développés, le bon modèle d'efficacité énergétique, c'est le leur. Pourquoi le changer?

A l'inverse, les pays du Sud et de nombreuses ONG estiment que la négociation internationale n'a de sens que si elle s'appuie sur un principe d'équité. D'où leur préférence pour un calcul des émissions de CO<sub>2</sub> par habitant. Anil Agarwal, du Center for Science and Environment, à Delhi (Inde), a établi qu'un Américain émet autant de gaz à effet de serre

que 25 Indiens, 33 Pakistanais, 85 Sri-Lankais, 125 Bangladais ou 500 Népalais. En conséquence, il propose d'attribuer à chaque être humain un même quota d'émissions.

A ce point, le débat public rencontre le plus ancien dilemme de la morale. Juge-t-on un arbre à ses fruits, comme le sous-entend la position américaine, qui met l'accent sur l'efficacité énergétique? Ou faut-il, au contraire, attribuer les mêmes droits à tous les hommes, comme le revendique Anil Agarwal? On peut craindre que la conférence de Bonn ne serve guère à éclairer ce débat. ■



# Les enfants de Bolivar

Au Venezuela, le président Hugo Chavez a entrepris de réformer un système éducatif à bout de souffle. Il en appelle aux mânes de Simon Bolivar, le libérateur. Mais son projet suscite la polémique.

FABRICE LOSEGO

JOURNALISTE INDÉPENDANT (AVEC LA RÉDACTION DU COURRIER DE L'UNESCO).

Depuis son accession au pouvoir, en février 1999, Hugo Chavez – ancien lieutenant-colonel et auteur d'un coup d'Etat avorté, voici sept ans – a entrepris une réforme de l'enseignement sans précédent dans l'histoire bicentenaire du pays.

Pourquoi l'enseignement? Pour Hector Navarro, le ministre de l'Education, «c'est un champ de bataille décisif. L'économie se réforme, mais, si l'on veut un changement irréversible, il faut d'abord changer l'individu».

La campagne d'Hugo Chavez a bénéficié du mécontentement populaire envers un système politique dominé par les deux mêmes partis pendant 40 ans.

Après son élection, une nouvelle constitution a été rédigée et le pays rebaptisé République bolivarienne du Venezuela, en hommage à Simon Bolivar, père de l'indépendance et inspirateur de l'actuel président. Le gouvernement a ensuite lancé une réforme radicale du système éducatif, dénonçant ses pratiques corrompues et son iniquité, et stigmatisant le rôle d'une «oligarchie», constituée par les classes privilégiées et par l'Eglise, accusée de priver les pauvres d'éducation.

Hugo Chavez a trouvé sa base électorale chez les laissés-pour-compte. Cela fait du monde. Voici vingt ans, le Vene-

zuela pouvait s'enorgueillir de ses indices de qualité de vie: ils figuraient au rang des meilleurs d'Amérique latine. Aujourd'hui, 14,6 millions d'habitants (les deux tiers de la population) vivent au-dessous du seuil de pauvreté et 7,5 millions d'entre eux (31% de la population) sont privés du minimum vital.

L'éducation a souffert de la crise. Les dépenses sont passées de 7,4% du PIB, en 1983, à 3,8%, en 1998. Le taux de fréquentation des écoles primaires est de 84%, contre une moyenne de 94% en Amérique latine. «Au cours des vingt dernières années, le Venezuela a opéré la transition entre une éducation de caste et



© Ivan Gonzalez/AP/Boomerang, Paris

Sur le mur d'une école, à Caracas, une fresque représente le Cubain Jose Martí et Simon Bolivar, deux héros latino-américains.

une éducation de masse, ce qui étend considérablement son action et multiplie les chances», affirme une étude initiée par l'Unesco, qui note, cependant, une détérioration de certains indicateurs, tels que les redoublements et l'abandon des études, mais aussi une baisse de la qualité et de la pertinence des programmes. L'enseignement privé est devenu la «voie de l'excellence». Selon Abraham Zalzman, l'un des auteurs du rapport, «l'ensemble du système éducatif nécessite un changement profond. Il est d'une médiocrité notoire».

En guise de remèdes, Hugo Chavez a supprimé les droits d'inscription dans les écoles publiques, envoyé l'armée réparer écoles et hôpitaux, ou en construire de nouveaux dans les zones rurales, et lancé un programme-pilote destiné aux enfants défavorisés. Selon le gouvernement, ces initiatives ont déjà permis d'inscrire 350 000 enfants dans le nouveau système (sur un effectif de 4,2 millions d'enfants scolarisés), et le président s'est engagé à doubler ce chiffre d'ici la fin de l'année.

### Chaque matin, le lever du drapeau

Lors d'une visite au Venezuela, en janvier 2001, le Directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, a salué les «sérieux efforts» du Venezuela en faveur de l'éducation. Les dépenses du pays pour ce secteur atteignent aujourd'hui 6 % du PIB, contre une moyenne de 3,9% dans les pays en développement. Sur les 20 000 écoles primaires et secondaires, 2 000 ont été déclarées «bolivariennes». Elles proposent huit heures de classe par jour (la plupart des écoles ne fonctionnent que par demi-journées), des repas gratuits, des soins médicaux et du sport. Les symboles patriotiques y acquièrent une valeur quasi-religieuse. Ces classes possèdent leur «espace Bolivar», orné du drapeau, des paroles de l'hymne national et du portrait du héros de l'indépendance. Chaque matin, les élèves assistent au lever du drapeau et doivent se conformer aux «principes bolivariens», définis par la nouvelle Constitution.

Ces écoles-pilotes offrent un avantage de la réforme, inscrite dans le Projet d'éducation nationale. L'un de ses architectes est le sociologue Carlos Lanz. Cet ancien guérillero, qui a passé huit ans en prison pour avoir participé à l'enlèvement d'un homme d'affaires améri-



L'armée offre des repas gratuits dans une nouvelle école «bolivarienne» à Caracas.

cain dans les années 1970, ne renie pas son passé subversif, mais il affirme ne voir «aucun lien entre la lutte armée d'alors et les propositions de réforme actuelles».

Pourtant, l'orientation idéologique du projet est manifeste. Le «nouveau modèle éducatif révolutionnaire» assimile la mondialisation à une «menace colonialiste, néfaste à la mémoire collective et à l'identité nationale» et déplore que la télévision et les ordinateurs «imposent leurs valeurs propres» à travers une

panique».

Pour améliorer l'état du pays, et «créer une armée de patriotes», les élèves du secondaire doivent suivre une formation prémilitaire. Un manuel destiné aux jeunes de 14 ans dénonce «l'immigration irrationnelle», en provenance de Colombie notamment. D'autres aspects encore pourraient engendrer des tensions. Dans son désir de «démocratiser l'enseignement», le projet envisage la création de «communautés éducatives» destinées à diriger les écoles. Le système, qui associe les parents, les enseignants et le chef d'établissement, pourrait à terme exercer sa mainmise sur une bonne part de la vie locale, depuis les clubs sportifs jusqu'aux associations de quartier.

Déjà, les associations de soutien à l'enseignement privé, l'Eglise et les syndicats d'enseignants réagissent vigoureusement. En janvier 2001, quelque 5 000 parents et enseignants ont défilé dans les rues de Caracas, la capitale, aux cris de «Chavez, touche pas à mes enfants». Ils protestaient contre l'endotrimement «à la cubaine» de la jeunesse. «Le nouveau régime tente d'infiltrer les écoles pour propager son idéologie», affirme Leonardo Carvajal, professeur à l'université catholique Andres Bello, qui se gausse des communautés éducatives. «Chacune aura son président élu par le boucher, le menuisier ou les groupes proches du régime», affirme ce défenseur d'une contre-proposition de loi sur

## «Ce nouveau projet est contradictoire avec la notion d'une transmission des valeurs universelles»

«forme insidieuse de domination et de colonisation». Aussi le projet entend-il faire de l'école «un espace de résistance culturelle et de contre hégémonie, un lieu de reconquête de l'héritage national et des racines indo-afro-américaines».

Carlos Casanova, professeur de philosophie à l'université Simon Bolivar de Caracas, déplore cette orientation, qu'il assimile «à un abandon des structures européennes de la société vénézuélienne et à une négation de son passé his-



l'éducation, présentée à l'Assemblée nationale. Les intellectuels tournent en dérision les tentatives de réécriture des manuels d'histoire, visant à promouvoir la pensée du président. «Chavez veut effacer toute une période historique, celle qui s'est déroulée entre la fin de Bolivar et sa propre élection à la présidence», estime Guillermo Moron, historien et enseignant réputé.

La signature d'un «accord de coopération générale» entre Caracas et La Havane n'a rien arrangé. Contre la livraison, au meilleur prix, de 53 000 barils d'essence quotidiens, Cuba, le pays le mieux éduqué du continent latino-américain selon les indicateurs en vigueur, s'est engagé à fournir au Venezuela des spécialistes de la formation des enseignants.

Une équipe de 27 experts cubains a été invitée au Venezuela, pour organiser une «campagne d'alphabétisation bolivarienne», alors que 1 600 enseignants vénézuéliens se rendaient à Cuba pour étudier le modèle éducatif local. Récemment, une fondation affiliée au ministère de l'Éducation a parrainé un concours de rédaction sur le thème «Che Guevara, un exemple pour la jeunesse».

Les syndicats enseignants fulminent contre le décret 1 011, qui vise à créer une nouvelle catégorie d'inspecteurs péda-

gogiques, aux pouvoirs renforcés, y compris sur les licenciements. Selon le gouvernement, la mesure est nécessaire pour sanctionner les inspecteurs en place qui ferment les yeux sur la corruption. Mais l'opposition craint que le décret ne serve à écarter ceux qui «refusent d'enseigner l'idéologie anti-corruption, anti-élitiste et anti-impérialiste de Chavez».

### Des pots-de-vin versés à des fonctionnaires

Certains experts scolaires aguerris s'efforcent de calmer le jeu. «Nous sommes loin d'être un second Cuba», affirme Abraham Zalzman, président de l'Institut d'étude des technologies de l'éducation et coauteur du rapport de l'UNESCO. «Nous avons signé des accords avec Cuba mais aussi, dans d'autres domaines, avec l'Europe et les États-Unis.» L'opposition au décret 1 011 ne l'étonne pas: «l'enseignement privé est devenu un commerce. Avec un système de contrôle digne de ce nom, beaucoup d'écoles seraient fermées», ajoute-t-il, faisant allusion aux pots-de-vin versés à des fonctionnaires dans le but de contourner la réglementation qui encadre la création d'écoles.

D'autres experts regrettent le manque de contenu pédagogique du projet. «C'est un projet trop partisan», estime Mariano

Herrera, coordinateur du Centre de recherches pédagogiques et culturelles. *«Avant tout, nos enfants doivent apprendre à lire et à écrire. Son caractère anti-occidental s'oppose à l'idée d'une transmission des valeurs universelles et du respect des autres cultures.»*

Pour défendre la position du gouvernement, Carlos Lanz invoque la pauvreté et la mondialisation. Les opposants au projet «se fourvoient en défendant la neutralité. Comme nous, ils parlent de former des citoyens, mais ils prétendent ignorer les conflits, les intérêts et les rapports de force. Ils refusent de distinguer les faibles des forts, quand nous prenons le parti des défavorisés. Nous devons nous placer dans le contexte de la révolution vénézuélienne, anti-oligarchique et anti-impérialiste. Et l'éducation, elle aussi, doit tenir compte de ces principes».

«Ce discours est très agressif», admet Abraham Zalzman. *«Les réformes proposées ont été mal présentées. Mais le projet n'a rien de révolutionnaire. C'est un pas vers la modernisation. Pour la première fois en quarante ans, un vrai débat politique s'engage, qui va donner un nouvel élan au pays et permettre aux pauvres, c'est-à-dire à 84 % de la population, d'avoir voix au chapitre. Et, bien entendu, la classe moyenne se sent menacée.»* ■

## Mariano Herrera\*: «Les enseignants sont désorientés»

### Comment se porte le système éducatif au Venezuela?

Très mal. 40% des jeunes âgés de 15 à 24 ans ont abandonné leurs études, avant même leur entrée au lycée. Actuellement, deux millions de jeunes, de 10 à 24 ans, se retrouvent sans école ni emploi. Mais ce n'est pas uniquement la faute du système éducatif. L'extrême pauvreté, qui touche environ la moitié de la population vénézuélienne, est un facteur important d'exclusion scolaire. Il faut rompre ce cercle vicieux.

### Beaucoup d'observateurs dénoncent la formation insuffisante des enseignants...

Ils ne sont pas suffisamment formés pour enseigner les fondamentaux: la lecture et l'écriture. En 1980, une réforme de la formation des enseignants a été mise en place. D'un cycle de deux ans, centré sur les problèmes pratiques, nous sommes passés à une formation universitaire de cinq ans, plus théorique. Or, si l'université sait former des professeurs d'anglais, de biologie ou de littérature et des fonctionnaires spécialistes des questions de statistiques ou d'économie de l'éducation, elle ne sait pas enseigner aux jeunes instituteurs comment apprendre à lire et à écrire aux enfants. Et elle les laisse désorientés.

### D'autant que les élèves n'ont que 900 heures de cours par an.

C'est le cas partout en Amérique latine. Il n'y a pas assez d'écoles. Dès le retour de la démocratie, en 1961, un vaste programme d'alphabétisation a été lancé. Notre retard était considérable et il fallait agir vite. Alors, nous avons construit des écoles «temporaires», qui

sont peu à peu devenues permanentes. Aujourd'hui, elles tombent en ruines. Pour pallier le manque d'écoles, nous avons créé un système d'équipes alternées, permettant à chaque établissement d'accueillir deux groupes d'élèves par jour. Or, pour gagner un salaire de misère, les enseignants doivent, en plus, courir d'une école à l'autre. Ils enseignent parfois dans trois écoles durant la même journée.

### Pourquoi le Venezuela n'a-t-il pas plus investi dans l'éducation lors du boom pétrolier?

Beaucoup de pays sous-développés ne l'ont pas fait non plus, surtout en Amérique du Sud. Grâce au pétrole, le Venezuela est devenu riche, en terme de revenu par habitant, mais il est resté sous-développé quant à l'argent affecté à l'éducation. Un système élitiste s'est installé, qui favorise les universités au détriment des écoles primaires et secondaires. Aujourd'hui, les universités absorbent près de la moitié du budget total de l'éducation.

\* Coordinateur du Centre de recherches pédagogiques et culturelles (Caracas).

# LE BÉNÉVÉ une riche

## Sommaire

### 1/ Une émergence planétaire

- 18** Les fous de radio  
Soledad Vallejos
- 20** Les bénévoles, un capital d'avenir  
Justin Davis Smith
- 22** Les volontaires sur le front de la paix et de l'exclusion  
Arthur Gillette
- 24** Comment agir

### 2 / Bénévoles de tous les pays

- 26** Les dividendes de la gratuité  
Entretien avec Fernando Chacón Fuertes
- 27** Les jeunes parlent aux jeunes  
Ingrig Mager
- 28** Des entreprises contre la misère  
Jayme Brener
- 30** Un ouragan sur roues  
Carlo M. Tadiar
- 31** L'ashram où la vie repart  
Sudha Ramachandran
- 33** Une ONG pour futurs dirigeants  
Rehana Rossouw
- 34** La seconde vie des vieux outils  
Glyn Roberts
- 36** Le temps des associations  
Lester M. Salamon

**A**lfredo Olivera, un jeune psychologue argentin, a fondé une radio pour que les pensionnaires d'un asile psychiatrique de Buenos Aires puissent prendre la parole (pp. 18-19). Il n'est pas guidé par la soif de l'aventure ou de l'insolite, contrairement aux idées reçues. Comme des millions d'autres bénévoles dans le monde, il veut être l'une de ces petites mains qui recousent, à leur porte, un tissu social déchiré par l'exclusion et la violence. Ainsi, comme le soulignent les promoteurs de l'Année Internationale du Volontariat, célébrée en 2001, le volontariat apporte une richesse qui, bien qu'invisible, dépasse, et de loin, sa valeur économique (pp. 20-21). Et cette richesse n'a cessé de grossir au fil du xx<sup>e</sup> siècle (pp. 22-23).

Les volontaires ne vivent pas leur bénévolat comme un don mais comme un échange (pp. 26). Des jeunes Slovènes sont à l'écoute téléphonique d'autres jeunes en difficulté (p. 27). Au Brésil, les salariés de grandes entreprises se mobilisent comme jamais pour pallier la crise de l'Etat (pp. 28-29). Carmen Reyes Zubiaga donne l'exemple: les handicapés peuvent malgré tout, comme elle, vivre dignement (pp. 30-31). Des femmes indiennes maltraitées se prennent en charge (pp. 31-32). Des étudiants sud-africains passent leurs vacances sur des chantiers dans les régions les plus déshéritées (pp. 33-34). Et, le volontariat ne connaissant pas de limite d'âge, des retraités britanniques recyclent des outils dont manquent tant d'artisans du tiers-monde (pp. 34-35).

A côté de l'Etat et du marché, le «tiers secteur» explose donc. Mais son potentiel ne doit pas être surestimé: il doit se combiner avec l'Etat et le marché plutôt que d'imaginer les remplacer (pp. 36-37).

Dossier conçu et coordonné par Lucía Iglesias Kuntz, journaliste au Courrier de l'UNESCO.





# VOLAT, sse invisible

O P I N I O N

## UNE ŒUVRE À L'ENCRE INVISIBLE

SHARON CAPELING-ALAKIJA

COORDINATRICE DU PROGRAMME DES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES, À BONN (ALLEMAGNE).

Savez-vous que des millions de gens, dans le monde entier, apportent un sérieux renfort à la paix et à la cohésion sociale par leurs activités bénévoles? Le premier objectif de cette Année internationale des volontaires est de favoriser enfin sa reconnaissance. Les gouvernements sont encouragés à mener des politiques favorables au bénévolat, et à le tenir pour ce qu'il est vraiment: une contribution importante à ce qu'il est convenu d'appeler le «capital social».

L'impact positif du volontariat s'avère en effet considérable. Au cours des dernières décennies, d'innombrables guerres – et guerres civiles – ont provoqué des déplacements massifs de population. Les déplacés et les réfugiés, privés de repères, doivent s'inventer de nouvelles formes d'existence, au milieu de populations qui ne partagent pas forcément leurs traditions et leurs valeurs culturelles. L'activité bénévole des victimes elles-mêmes, souvent confortée par celle de volontaires extérieurs, contribue de façon décisive à restaurer la cohésion sociale dans ces nouveaux lieux de vie.

Les conflits ne sont pas la seule cause de détérioration du tissu social. Dans les pays en développement, les migrations rurales vers les zones urbaines ont, souvent, les mêmes conséquences. Là aussi, le bénévolat joue son rôle. Et il est indis-

pensable de pouvoir compter sur lui. Au fil du temps, on a cessé de percevoir le bénévolat comme une démarche à sens unique, du Nord vers le Sud. L'expérience nous a appris à conjuguer les atouts et les compétences de bénévoles locaux et étrangers, de toutes nationalités, pour le mieux-être des communautés. Certains travaillent au sein d'organisations, d'autres de manière informelle et spontanée.

Et là encore, on a trop longtemps négligé le rôle joué par ces groupes informels d'entraide à l'échelle d'un voisinage. Leur œuvre s'écrit à l'encre invisible. Mais grâce à toutes sortes d'études sur la question, nous avons maintenant une idée plus précise de leur efficacité. C'est ce qui a permis de proposer des pistes aux gouvernements, aux organes des Nations unies ou à d'autres intervenants, afin qu'ils favorisent l'éclosion de ce bénévolat à l'échelle locale.

Autre perspective encourageante: le bénévolat d'entreprise. Les employés bénéficient désormais de temps libre pour s'engager dans leur milieu, ou, quelques semaines durant, dans un pays étranger, élargissant ainsi leur champ d'expérience. Mais s'il a déjà pris une certaine ampleur, ce bénévolat d'entreprise peut aller beaucoup plus loin. Ses retombées ne se mesurent pas seulement en termes d'image

pour l'entreprise, mais aussi par des équipes de travail plus solides, plus éclairées, plus soudées.

Signe des temps: on assiste à l'apparition d'une nouvelle vague de bénévoles, qui, grâce à Internet et au service en ligne animé par les Volontaires des Nations unies (<http://app.netaid.org/OV>), investissent de leur temps libre dans des organisations situées parfois aux antipodes. Etudiants, enseignants, employés ou femmes au foyer, ils interviennent tout simplement à partir de leur ordinateur personnel ou professionnel.

Mais être volontaire comporte aussi ses exigences. Il nous appartient, par exemple, de nous opposer aux tendances négatives de nos sociétés et de dévoiler au grand jour les agissements de groupes xénophobes et extrémistes, qui, au nom de la cohésion, orchestrent de violentes campagnes racistes.

Le temps est venu, pour nous, de tisser des réseaux planétaires qui facilitent l'action bénévole. C'est la raison d'être de cette Année internationale des volontaires 2001, à laquelle près de 15 000 bénévoles, individus ou associations, ont déjà exprimé leur soutien. La communauté mondiale des volontaires est en pleine expansion. Elle veut être entendue et prise au sérieux. A la mesure de sa formidable contribution à la société. ■

# 1. UNE ÉMERGENCE PLANÉTAIRE



Un des patients de l'hôpital Jose T. Borda, dans le «studio d'enregistrement».

© Tamara Pinedo, Buenos Aires

## Les fous de radio

Donner la parole à des malades mentaux? Un psychologue argentin l'a osé. Résultat: une émission hebdomadaire qui permet à des patients internés de reprendre contact avec le monde extérieur.

SOLEDAD VALLEJOS

JOURNALISTE AU JOURNAL ARGENTIN PÁGINA 12.

«**T**u me manques, père, tu me manques, je le sais», proclame, micro en main, l'un des 900 patients de l'hôpital de neuropsychiatrie José T. Borda, à Buenos Aires. Le patient, Perrota, anime chaque samedi son émission sur les ondes de *La Colifata*, une radio qui donne la parole, cinq heures durant, aux internés. Les studios se résument à une table, dans un des jardins de l'hôpital. Et la grille des programmes, à une simple pancarte suspendue dans un arbre, sur laquelle on peut lire: «Visites», «Rock», «Jeunes en crise», «Le monde du sport», «Sans voix jusqu'à en mourir».

Pour l'hôpital – où les internés écoutent la radio dans leur chambre – et le quartier alentours, c'est l'heure du «Moment romantique». Perrota raconte son histoire familiale, celle de son internement. Il évoque une amie qui l'a «beaucoup aidé», ses difficultés à trouver du travail et sa volonté de revenir dans le monde du dehors. «*Tout ça, c'est passer, pour moi comme pour nous tous,*

dit-il. *Mon idée, c'est de m'en aller. On a tous envie de m'en aller.*»

A côté de lui, un jeune homme aux cheveux frisés manie la console. Soudain, il saisit le micro et lui explique que, dans deux mois, les enregistrements des émissions de *La Colifata* seront en vente sur les étals, et que lui, Perrota, pourra mettre à profit son expérience (il était vendeur, avant son internement). Cette intervention dissipe un peu l'angoisse du patient. Mais elle témoigne, surtout, de la maturité d'un projet qui a vu le jour voilà dix ans, quand Alfredo Olivera – le jeune homme aux cheveux frisés –, alors étudiant en psychologie, a eu envie de faire un geste.

En ce temps-là, l'hôpital abritait des ateliers hebdomadaires de création artistique. «*Les patients y rentraient et en sortaient quand ils voulaient*», se souvient Alfredo Olivera. «*Pendant neuf mois j'ai fait le tour de ces ateliers, et je me suis rendu compte que la moindre initiative était aussitôt tuée dans l'œuf.*» L'étudiant avait déjà son idée: «*travailler avec l'extérieur, avec le reste de la société.*» Il voulait en finir avec cette image négative – trop souvent conforme à la réalité – d'un «asile de fous» inquiétant, voire effrayant.



Année Internationale  
des Volontaires

C'est toujours ainsi qu'est perçu l'hôpital Borda. Bien qu'il ne soit qu'à trois kilomètres des ministères et du quartier d'affaires, le temps, à l'intérieur de ses murs, semble mis entre parenthèses. Certains patients, une fois internés, ne retournent plus jamais à la vie; d'autres ne voient plus leur famille; d'autres encore ont déjà passé plus de la moitié de leur vie dans ces immenses pavillons hantés de centaines d'âmes. En outre, comme dans d'autres secteurs de la santé publique, en Argentine, le nombre des médecins est insuffisant.

«Je connaissais un animateur de la radio communautaire FM SOS, à San Andrés, raconte Alfredo Oliviera. Un jour, il m'a demandé de raconter mon expérience au Borda, dans une émission consacrée à la folie. Au lieu d'intervenir moi-même, je lui ai proposé de donner la parole aux patients.» Le samedi suivant, magnétophone à l'épaule, Alfredo Oliviera explique son projet aux patients, insistant bien sur le fait que tout ce qu'ils lui confieront sera diffusé à l'antenne, mais que ce sera pour eux le moyen le plus sûr d'entrer à nouveau en contact avec le monde. «L'un d'eux m'a dit: "moi, j'aimerais bien savoir pourquoi la femme est un drôle d'oiseau". "Et moi, j'aimerais raconter des blagues", a dit un autre. Une troisième a voulu parler de dessin. Et c'est ainsi qu'ils ont commencé à s'exprimer. Ce fut un moment merveilleux.»

Alfredo Olivera se souvient avec émotion de ce premier enregistrement. Les extraits, montés de façon artisanale, firent l'objet d'une première émission à FM SOS. Les auditeurs appelaient, nombreux, et posaient directement leurs questions aux patients. Après ce premier succès, les rencontres du samedi devinrent régulières et l'émission fut diffusée tous les mercredi. A partir d'une liste de noms proposée par les internés eux-mêmes, les auditeurs choisirent de l'appeler «La Colifata», ce qui signifie «dingue, pas très net», en argot argentin. Petit à petit, Alfredo Olivera réussit à placer l'émission sur d'autres chaînes, et à créer, avec les patients, sa propre radio.

Sans le moindre soutien institutionnel, ni technique, ni financier, *La Colifata* est aujourd'hui diffusée par 50 émetteurs locaux. Elle a été invitée, en 2000, au Congrès mondial de la communication organisé par l'Union des travailleurs de la presse de Buenos Aires (UTPBA), et cette année, pour la deuxième fois consécutive, elle a été invitée au Salon du livre de la capitale argentine. Grâce aux démarches d'un auditeur, passionné d'ondes courtes, elle a été entendue jusqu'à Miami et dans l'Antarctique. Preuve qu'elle est une radio comme les autres: ses chroniqueurs ont leur place réservée

dans la tribune de presse au stade de football des Boca Juniors.

L'animateur du projet, malgré les sollicitations diverses et les nombreuses conférences que lui valent la réussite du projet, vit toujours de son métier de psychologue. C'est en bénévole qu'il a lancé la radio et il ne tient pas à en faire son gagne-pain. Il en est de même pour les neuf autres personnes qui font tourner *La Colifata*. «Après avoir lu dans un journal, que nous transportions notre matériel chaque semaine en bus et en train depuis chez moi jusqu'au Borda, des auditeurs nous ont offert une vieille Citroën», dit le psychologue.

Peu de temps après, cette voiture a été mise à contribution dans une campagne de solidarité avec les enfants de la rue lancée sur les ondes par les malades du Borda. «Quand un auditeur ne pouvait se déplacer pour nous apporter ses dons, j'allais frapper à sa porte avec deux patients. Ce n'étaient plus des pauvres hères, mais des humains à part entière, venant en aide à d'autres humains.» Un autre auditeur, de Bariloche (à 1 500 km au sud-ouest de

Buenos Aires), a offert, pour sa part, un voyage à plusieurs patients. Ce fut leur première sortie depuis bien des années: «ils sont allés réaliser l'émission en direct, devant 300 personnes, au centre culturel de Bariloche. Ils n'étaient plus les mêmes en rentrant. Puis il y a eu un autre voyage, en Patagonie, qui leur a permis de découvrir la mer. Eber, un interné boli-

vien, ne l'avait jamais vue!». Grâce à ses amis et à ses donateurs, *La Colifata* a pu acquérir le matériel qui lui permet actuellement de transmettre ses programmes sur FM 100.1.

Les interventions à l'antenne d'Alfredo Oliviera sont faites, aussi, dans un but thérapeutique. «La société se croit quitte en nous couvrant de compliments: "quels gens formidables, regardez ce qu'ils font!", etc. Mais généralement, les choses en restent là. Pour notre part, nous faisons tout ce que nous pouvons pour qu'elles n'en restent pas là. Nous ne demandons pas de reconnaissance pour nos efforts, mais pour le projet que nous menons, parce qu'il est utile, qu'il est bien pensé, parce qu'il fonctionne et se développe. Notre pari? Que dans 30 ans, on se souvienne encore du fait qu'une radio a permis de resocialiser des personnes marginalisées à cause de leurs troubles psychiques. Espérons qu'elle deviendra un modèle et qu'elle sera imitée.» ■

**«Les sociétés doivent reconnaître et promouvoir le volontariat comme une activité précieuse. Elles doivent faciliter le travail des bénévoles et encourager cette action partout.»**

Kofi Annan,  
Secrétaire général  
des Nations unies  
(1938-)

**«Ce n'étaient plus  
des pauvres hères,  
mais des humains  
à part entière,  
venant en aide  
à d'autres humains»**



colifata@elsitio.net



## 1. UNE ÉMERGENCE PLANÉTAIRE

# Les bénévoles, un capital d'avenir

La tentation est forte, pour les gouvernements, de tirer profit de l'activité des bénévoles. Mais il ne faudrait pas qu'ils soient utilisés comme des palliatifs pour résoudre, à peu de frais, les maux de la société.

JUSTIN DAVIS SMITH

DIRECTEUR DE L'INSTITUT DE RECHERCHE SUR LE VOLONTARIAT, À LONDRES.

**C'**est un signe: l'Assemblée générale de l'ONU va débattre, en décembre prochain, de la façon la plus appropriée pour un gouvernement d'apporter son soutien à des citoyens qui se dévouent pour le bien de tous, sans aucune rétribution. Ce débat, qui conclut l'Année internationale des volontaires, à laquelle auront participé 130 pays, apportera une reconnaissance manifeste de la place des bénévoles dans la société.

Sans surprise, les gouvernements du monde entier prennent peu à peu conscience des avantages économiques et sociaux que leur procure le bénévolat. Évaluée en argent, sa contribution est estimée à 448 milliards de francs par an, au Royaume-Uni, et à 112 milliards de francs au Canada. Une étude comparative, portant sur vingt-deux pays, indique que les bénévoles y fournissent actuellement un nombre d'heures de travail équivalent à celui de 10,5 millions d'employés à plein temps!

### Chaque franc investi en rapporte huit

Mais il peut être dangereux de réduire le bénévolat à ses seules justifications économiques, bien qu'elles puissent renforcer le prestige du bénévole – tout comme l'évaluation du travail domestique a longtemps servi de caution aux revendications féministes. Les gouvernements pourraient en effet être tentés de faire des économies sur le nombre de leurs salariés en les remplaçant par des bénévoles. Ce serait oublier que tout bénévole a besoin d'une formation, ce qui suppose un investissement de départ. Mais sa rentabilité s'avère excellente: une étude, menée récemment en Europe, montre que chaque franc investi dans le bénévolat en rapporte huit.

Plus fondamentalement, il apparaît de plus en plus clairement que le bénévolat est bon pour la société. Les chercheurs ont créé la notion de *capital social* pour décrire les liens et les réseaux qui se tissent grâce au volontariat. Certaines études suggèrent qu'une société dotée d'un riche capital social aura des taux de criminalité, d'absentéisme scolaire et de conflits interethniques moins élevés qu'une



Un médecin bénévole soigne un

autre, et – pour en revenir à l'économie – un meilleur taux de croissance.

Mais, pour que ce capital contribue pleinement à l'épanouissement de sociétés structurées et dynamiques, certaines conditions doivent être remplies. Le bénévolat ne porte vraiment ses fruits que là où le secteur public fonctionne bien et dispose de ressources suffisantes. Le bénévolat n'est pas un *ersatz* de service public, mais un complément essentiel, une valeur ajoutée aux services fournis par des professionnels rémunérés. C'est l'ingrédient vital d'une société saine et démocratique, que les autorités ont tout intérêt à promouvoir même si certains bénévoles se livrent à des activités militantes et s'opposent publiquement à la politique officielle.

Ne sous-estimons pas les avantages qu'en tirent les bénévoles eux-mêmes. On avait coutume de dire que le bénévolat reposait sur une relation de don. Aujourd'hui, on considère qu'il s'agit plutôt d'un échange dans lequel chacun, donateur comme béné-



Année Internationale  
des Volontaires

ficiare, perçoit un égal avantage. Les bénévoles sont d'ailleurs prompts à reconnaître tout ce que leur apporte leur engagement: rencontres, acquisition de compétences, vision nouvelle de l'existence.

Le bénéfice sera d'autant plus grand pour lui que le bénévole souffre d'exclusion sociale. Le fait que des handicapés s'adonnent à des activités bénévoles peut aider à les intégrer socialement et à combattre le

rière des préjugés – certains jugeant le volontariat dépassé ou démodé –, ou des obstacles institutionnels – certaines organisations rechignant à faciliter l'action des bénévoles.

Les gouvernements ont le pouvoir de lever ces obstacles en créant un contexte – légal, fiscal ou institutionnel – favorable au bénévolat. Ainsi le gouvernement des Pays-Bas a-t-il décidé que toute nouvelle loi serait passée au crible, afin que ses dispositions aient un impact maximum sur le volontariat. Les gouvernements ont aussi un rôle essentiel à jouer en développant une infrastructure solide dans le domaine des technologies de l'information, tant au niveau local que national, permettant ainsi au volontariat de s'épanouir. En tant que premier employeur du pays, le gouvernement peut aussi inciter ses fonctionnaires à jouer un rôle actif dans leur environnement. De plus en plus d'employeurs, du privé comme du public, conscients des effets positifs du bénévolat sur le moral du personnel, l'esprit d'équipe et l'image de l'entreprise, encouragent leurs salariés à s'engager dans des activités bénévoles.

Ainsi la société japonaise Osaka Gas a-t-elle lancé, en 1981, un projet intitulé «*Chiisa na Tomoshihi*», ou «Petite lueur». Dès 1994, la participation des employés à toutes sortes de services communautaires atteignait le chiffre phénoménal de 13 500 personnes! L'entreprise encourageait leur dévouement en octroyant des congés de dix jours à douze mois. Les retraités et les familles des employés étaient également incités à s'investir dans des activités à caractère social.

Certes, les gouvernements doivent apporter leur pierre à l'édifice en adoptant des politiques favorables au volontariat. Mais ils doivent aussi connaître leurs limites. Le monde du volontariat tient à juste titre à son indépendance et toute tentative de mainmise des États ne peut que rencontrer une farouche résistance. ■

## «L'histoire n'est que volonté de l'homme.»

Jorge Guillén,  
poète espagnol  
(1893-1984)



© Mike Kollhof/Sill Pictures, Londres

enfant des rues, au Guatemala.

préjugé selon lequel ils seraient les récipiendaires passifs de l'aide sociale. Aux jeunes, le volontariat offre l'occasion de développer leur personnalité et de prendre des risques. C'est, pour eux, une précieuse initiation à la citoyenneté. Quant aux personnes âgées, il leur procure le moyen de rester actives – selon certains chercheurs, le bénévolat serait même bon pour la santé! Bref, tout le monde y gagne, les individus comme la société.

### Aux gouvernements de lever les obstacles

Pourtant, des obstacles se dressent encore sur le chemin de l'engagement volontaire. Certains pays ne reconnaissent pas la liberté d'association. D'autres ont une législation qui s'oppose à la participation de certaines catégories sociales, comme les chômeurs. Des organisations n'ont pas le droit de payer des frais de déplacements à leurs bénévoles, pénalisant ainsi les plus pauvres d'entre eux. Il y a aussi la bar-

## VOUS AVEZ DIT BÉNÉVOLAT?

Demandez à plusieurs personnes ce qu'est le bénévolat, et vous n'obtiendrez pas deux réponses semblables. Les uns évoqueront l'aide aux plus défavorisés, aux enfants, aux malades, aux personnes âgées ou aux aveugles. Les autres parleront d'engagement militant dans un groupe écologiste local, ou dans une campagne mondiale contre les mines. D'autres encore identifieront bénévolat et lutte pour la survie au quotidien – le fait, par exemple, de s'entraider entre amis ou entre voisins pour s'assurer le minimum vital.

Quelle que soit sa forme, trois critères différencient le bénévolat du travail rémunéré ou du temps consacré aux loisirs: 1) l'aspect lucratif n'est pas sa motivation essentielle; 2) c'est une activité entreprise de plein gré, sans coercition; 3) le bénévolat doit profiter à une communauté, même s'il procure des satisfactions – souvent immatérielles – au bénévole lui-même.

Certaines sociétés sont sans doute plus riches que d'autres, quant au bénévolat. Gardons-nous cependant d'opérer une classification trop rigide entre les pays. Compte tenu des multiples formes que prend le bénévolat, nous risquerions d'exagérer l'écart entre pays industrialisés – où le volontariat formel est sans doute plus répandu – et pays en développement – où la tradition d'un bénévolat informel est souvent plus accentuée. ■



## 1. UNE ÉMERGENCE PLANÉTAIRE

# Les volontaires sur le front de la paix et de l'exclusion

Des chantiers de jeunesse aux ONG, les mouvements de volontaires dans les pays du Nord ont permis, au vingtième siècle, aux jeunes et aux moins jeunes de construire de nouvelles formes de solidarité.

**ARTHUR GILLETTE**

AUTEUR DE PLUSIEURS LIVRES SUR LE VOLONTARIAT,  
ET ANCIEN DIRECTEUR DE LA DIVISION DE LA JEUNESSE  
ET DES SPORTS À L'UNESCO.

les zones rurales ou dans les pays du Tiers-Monde. En Équateur, les Quichuas organisent toujours des *mingas*, au cours desquels toutes les familles d'une même communauté doivent travailler bénévolement à un projet local. En Inde, la notion de *shramdan* – don du travail – mobilise encore les gens pour des projets ruraux, des travaux de voirie à l'alphabétisation. Plus généralement, la plupart des religions du monde insistent sur l'aide aux nécessiteux, en liant ce devoir au salut de l'âme ou à d'autres formes d'élévation spirituelle.

### Ils ont reconstruit l'Europe, après les deux guerres

Reste que, dans les sociétés européennes, l'entraide a cédé du terrain depuis la révolution industrielle, l'essor de l'État moderne et l'avènement du monopole de l'argent dans les échanges. Parallèlement, des mouvements internationaux se sont constitués, à commencer par l'Alliance mondiale des YMCA (Young Men Christian Association). Première des ONG pour la jeunesse, elle fut créée en 1860, aux États-Unis. Ses volontaires ont apporté une aide déterminante aux immigrants d'Europe de l'Est et du Sud à leur arrivée en Amérique.

Après la première guerre mondiale, le volontariat s'est structuré en organisations visant à renouer des liens d'amitié entre les jeunes des différents pays d'Europe. Le premier chantier international a vu le jour en 1920, à Esnes, un village proche de Verdun où plus d'un million de soldats avaient péri. À l'initiative de l'International Fellowship of Reconciliation (Association internationale pour la réconciliation), ce chantier a permis de reconstruire fermes et infrastructures, en faisant travailler côte à côte d'anciens soldats ennemis de la Grande Guerre. Il a aussi donné naissance à une ONG toujours active et riche en projets: le Service civil international (SCI).

Précédant d'un quart de siècle les organismes de coopération Nord-Sud, tels le British Voluntary Service Overseas, le Peace Corps américain, et le Deutsche Entwicklungsdienst allemand, le SCI a été le premier à envoyer, dès 1934, des volontaires européens en Inde pour des missions à long terme. On ne parlait pas encore de «pays industrialisés»



En 1945, des volontaires du Service civil international reconstruisent le village d'Ecurcey (France).

Il vit à Paris et travaille plusieurs heures par semaine pour l'ONG «Echanges-Solidarités-Territoires», qui, comme l'indique son acronyme «EST», intervient dans les pays en transition d'Europe de l'Est. Sorin Hurdubae, 38 ans, originaire de Roumanie, n'est qu'un des bénévoles à temps partiel, de nationalités diverses, sans qui EST n'existerait pas. Son envie de «donner un coup de main», il la partage avec des millions d'autres bénévoles de par le monde, qui ont fait du volontariat une pierre angulaire de l'architecture sociale.

Autrefois, il aurait été inconcevable de ne pas «donner un coup de main». Pratiquement toutes les sociétés préindustrielles jouissaient de structures d'entraide plus ou moins institutionnalisées. Certaines ont survécu jusqu'à aujourd'hui, surtout dans



**2001**  
Année Internationale  
des Volontaires

ni de «pays en voie de développement». Pendant ce temps, la crise économique se généralisant, les chantiers d'Etat se multipliaient un peu partout dans le monde, des Etats-Unis à la Bulgarie, pour donner aux chômeurs l'occasion d'acquérir un métier.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les équipes de bénévoles – nationales et internationales – ont massivement participé à la reconstruction de l'Europe. La plupart des briques et des pierres, qui font aujourd'hui le charme du vieux Varsovie, ont été soigneusement posées par des volontaires de plusieurs pays.

Mais un monde nouveau était en gestation. Avec la création des Nations unies, attachées à promouvoir la paix, le progrès social et l'entente entre les peuples, on retrouvait l'esprit du volontariat de l'entre-deux-guerres. En 1948, l'UNESCO prit les devants en mettant sur pied la première Conférence des organisateurs de chantiers internationaux, qui aboutit à la création du Comité de coordination du Service civil international. Ce Comité, dont j'ai été le secrétaire général, a permis de structurer le volontariat et de l'étendre au monde entier.

La décolonisation, dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie, a entraîné la création d'une myriade d'organisations locales de volontaires. Du Togo au Kenya, du Nigeria à l'Inde, des chantiers ont été lancés pour la construction d'écoles, de dispensaires, de routes, etc.

Les pays du Tiers Monde ont aussi commencé à accueillir des volontaires qualifiés, originaires des pays industrialisés, pour des missions à long terme. Ces échanges ont d'abord été bilatéraux. Mais ils ont connu un tel succès qu'il a fallu créer, dans les années 70, les Volontaires des Nations unies (VNU). Dans cette organisation multilatérale, le volontariat Sud-Sud est aujourd'hui prééminent. C'est ainsi que, peu de temps après son indépendance dans les années 70, la Guinée-Bissau a accueilli un grand nombre d'enseignants VNU, originaires d'Amérique latine.

### Assouplir le rideau de fer

Dès avant la seconde guerre mondiale, on savait que le volontariat pouvait être détourné – voire dénaturé – par des objectifs politiques. Les brigades de travail des jeunesses hitlériennes, dans l'Allemagne nazi, ou des organisations similaires dans d'autres pays totalitaires en ont été la triste illustration. Mais il existe aussi de nombreux contre-exemples, comme les chantiers Est-Ouest fondés par des ONG occidentales pendant la guerre froide, et agréés à l'Est par le parti sous le nom d'«organisations sociales». Ces chantiers voulaient favoriser l'entente entre les jeunes des deux blocs, en intégrant

le plus souvent des volontaires du Tiers Monde pour instaurer un climat de neutralité. Bien qu'à petite échelle, ces tentatives pour assouplir le rideau de fer ne furent pas bien perçues (c'est peu dire...) par les grandes puissances et leurs alliés. Mais cette hostilité leur a donné un poids symbolique durable.

En ces temps de mondialisation, le volontariat entre dans une ère nouvelle. Si les chantiers destinés à des travaux d'infrastructures mobilisent toujours, l'aide sociale (comme l'assistance aux sans-abri), l'aide humanitaire (comme le soutien aux réfugiés) et le lobbying (en faveur des droits de l'homme ou d'un commerce équitable) occupent maintenant le devant de la scène.

### Des écoliers enseignent l'informatique aux retraités

De plus en plus, le volontariat tend à responsabiliser les exclus. Les handicapés, les immigrés et, plus généralement, ceux qui sont à la marge de la société prennent leur sort en main. Ainsi, l'an dernier en Géorgie (Etats-Unis), 2 000 détenus se sont portés volontaires pour servir comme pompiers, après avoir suivi une formation. Avec Internet est apparu le volontariat «en ligne». On lui reproche parfois son côté déshumanisant. Il offre pourtant des possibilités d'action à des gens qui, sans la toile, auraient été déclarés inaptes au bénévolat.

Des initiatives récentes prouvent qu'il n'y a pas de limite d'âge au volontariat. En Israël, des écoliers de 10 à 13 ans enseignent les bases de l'informatique à des retraités, tandis que, chez les retraités, le volontariat est à la hausse. L'Association of Senior European Counsellors (Association des consultants européens à la retraite) rassemble quinze organisations comptant, au total, plus de 9 000 bénévoles dans onze pays de l'Union européenne.

Ce type de volontariat me tient particulièrement à cœur. Depuis la fin de ma carrière à l'Unesco, en avril 1998, j'ai effectué plusieurs missions dans le cadre du VNU et pour le compte de plusieurs ONG, notamment en Azebaïdjan, en Hongrie, en Palestine et en Roumanie. J'espère avoir ainsi contribué à la bonne marche de divers projets, allant du recyclage des ordures ménagères dans l'agglomération de Budapest à la création d'emplois pour les jeunes chômeurs de Brasov. Toutes ces expériences ont été pour moi extrêmement stimulantes. Bien que non rémunéré, le volontariat offre une occasion unique de s'enrichir l'esprit. Je suis sûr que, dans un quart de siècle, lorsque Sorin Hurdubae sera lui aussi à la retraite, il continuera à «donner un coup de main».

**Bien que  
non rémunéré,  
le volontariat offre  
une occasion unique  
de s'enrichir l'esprit**

**«Ce que les volontaires apportent est un contact humain, une approche sensible qu'aucun programme de gouvernement, même bien conçu et bien exécuté, ne peut transmettre.»**

Edward James Olmos, comédien américain (1947-)



## Volontaires en ligne

Une nuit qu'il surfait sur les pages web des Nations unies, le Nigérian Adedoyin Onasanya s'est arrêté soudain, fasciné, sur le slogan du site Netaid: «Actions en ligne contre la pauvreté absolue». «Il y avait une liste de projets auxquels les personnes intéressées pouvaient participer, et sans bouger de chez elles!» se souvient-il. Après s'être inscrit et avoir répondu à quelques questions indispensables portant sur ses compétences, son expérience et ses centres d'intérêt, Onasanya est devenu un volontaire en ligne. Parmi ses réalisations les plus marquantes, on relève la création d'une liste d'échanges électroniques entre responsables de projets de développement pour le Nigeria. Il a également travaillé au projet Horizon Communication, qui recherche, renseigne et recense les initiatives permettant d'apporter une solution satisfaisante aux problèmes de la pauvreté et du sous-développement.

Netaid.org est né voici deux ans de la coopération entre le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et Cisco Systems, numéro un mondial dans le domaine de la technologie des réseaux Internet. Son originalité consiste à mettre à profit les nouvelles technologies de l'information pour s'adapter aussi bien aux limites qu'aux souhaits des nombreux individus désireux de fournir «un travail volontaire, mais non physique, si ce n'est en ligne», comme l'explique la Philippine Chere Castaneda, une volontaire en ligne. Même si les dons d'argent, transmis sur simple clic, sont acceptés, l'intérêt majeur de cette organisation repose sur le fait qu'elle établit un lien entre des personnes qui proposent leur temps et leurs compétences avec ceux qui ont besoin d'une aide spécifique, afin de développer un projet sur le terrain. Et cela, sans considération de l'endroit de la planète où se trouvent les uns et les autres.

Par exemple, l'Américaine Joanne K. Morse – professeur à l'université d'Hampton, en Virginie, et auteur de romans de science-fiction – a composé un dictionnaire bilingue pour les enfants des zones rurales du Ghana. Autre activité courante des volontaires en ligne: la réalisation graphique de pages web. Le Britannique Jade O'Hanlon a ainsi créé celle du programme d'aide à l'enfance du Sri Lanka, Help for the Children's, tandis que la Portugaise Ana Carvalho réalisait celle d'un projet d'urbanisme aux Philippines, le Rejoice Urban Development Project. Le Hollandais Peter van der

Zee y a collaboré en traduisant des documents de l'anglais à l'allemand.

La plupart des bénévoles et les personnes avec lesquelles ils échangent des courriers électroniques ne se retrouveront jamais face à face. Mais il existe des passionnés prêts à faire le voyage pour rencontrer leur partenaire. Terry Rosenlund collabore, depuis l'Arizona, à un projet de prévention du sida au Kenya, le Kenyan AIDS Intervention Prevention Project Group (KAIPPG). Sa tâche consiste à trouver, aux Etats-Unis, les ressources nécessaires au traitement des malades du sida et aux jeunes orphelins. Cette année, il envisage de se rendre en Afrique «pour faire la connaissance de la famille KAIPPG». Laurie Moy, une autre volontaire en ligne habitant les Etats-Unis, ira, elle, prochainement en Ouganda pour y rencontrer les handicapés relevant du projet auquel elle collabore depuis Dallas. La Britannique Judyth Sassoon, professeur à l'université de Berne, a l'intention de se rendre, elle aussi, en Ouganda afin de se faire une idée plus concrète de l'aide nécessaire en matière de protection infantile. En attendant, cette scientifique travaille, avec Uganda Children's Fund, à la création d'une unité itinérante de santé pour les enfants des zones rurales.

Netaid.org part du principe qu'il existe de nombreuses initiatives qui, aussi modestes soient-elles, peuvent apporter des changements significatifs dans la lutte contre la pauvreté. Il suffit d'un écran, d'un clavier et... de l'envie d'aider. ■

A.L.



Pour plus de renseignements:  
[www.netaid.org](http://www.netaid.org)



# ENT AGIR

## Questions et réponses

### **Voulez-vous être volontaire à l'étranger?**

Le Comité de coordination du Service volontaire international (CCSVI), créé en 1948 sous l'égide de l'UNESCO, coiffe aujourd'hui quelque 140 ONG membres, dans plus de 100 pays. Il accueille des volontaires non-spécialisés, qui participent à des projets de développement aux côtés des populations locales. Son rôle consiste à mettre en contact les volontaires potentiels avec les organisations susceptibles d'avoir besoin de leurs services.

Le CCSVI promeut le «service volontaire» comme un moyen d'œuvrer pour la paix, la compréhension internationale, la solidarité, la coopération et la réconciliation parmi les peuples du monde. Les principaux terrains d'action de ses organisations membres sont l'éducation non-formelle, la préservation du patrimoine culturel et de l'environnement, les secours d'urgence et la reconstruction.

### **Le bénévolat appartient-il à vos centres d'intérêt?**

Actuellement, le CCSVI coordonne une Campagne Commune — l'Année Internationale des Volontaires 2001, qui culminera, en janvier 2002, avec un symposium de 4 jours, où les différents acteurs du volontariat débattront de sujets comme l'accessibilité du service volontaire aux personnes défavorisées, le service volontaire et le travail pour la paix, les échanges interrégionaux, le statut légal et la mobilité des volontaires.

Pour plus d'informations, vous pouvez vous adresser au:

Comité de coordination du Service volontaire international (CCSVI)

Maison de l'UNESCO

1, rue Miollis

75732 Paris Cedex 15

France

Tél.:(00.33) 1.45 68 49 36

Email:ccivs@unesco.org

Internet:http://www.unesco.org/ccivs

### **Quel est le but de l'Année Internationale des Volontaires 2001?**

Ses objectifs sont la reconnaissance, la facilitation, la mise en réseau et la promotion du volontariat. Elle veut aussi favoriser l'échange des connaissances et des expériences entre les volontaires du monde entier. L'AIV 2001 est une occasion unique pour rendre hommage aux millions de volontaires qui, jour après jour, apportent une aide aux plus démunis et pour encourager les individus à s'engager dans des activités bénévoles au niveau mondial.

Pour plus d'informations:www.iyv.org

## LES VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES

Le programme des Volontaires des Nations unies (VNU) a été créé en 1970 par l'Assemblée générale afin d'œuvrer pour l'aide au développement. Plus de 4 000 personnes, de 150 nationalités différentes, travaillent actuellement dans le cadre du VNU. Elles accomplissent des tâches techniques, économiques et sociales dans des pays en voie de développement. Parmi elles, sept sur dix sont originaires des pays du Sud.

Pour plus d'informations:  
<http://www.unv.org>

### **Evolution du nombre des Volontaires des Nations unies dans le monde:**

Année	Nombre
1971	35
1975	376
1980	1 052
1985	1 493
1990	2 637
1995	3 263
2000	4 780

Source:www.unv.org



## 2. BÉNÉVOLES DE TOUS LES PAYS

# Les dividendes de la gratuité

Répondre à un impératif moral, vaincre ses angoisses, étoffer son carnet d'adresses... Les motivations des bénévoles sont multiples, selon le professeur Fernando Chacón Fuertes<sup>1</sup>, expert en psychologie sociale.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
LUCÍA IGLESIAS KUNTZ

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

### A quelles motivations répondent les bénévoles?

Dans ce domaine, chacun agit en fonction d'une équation personnelle. Il est donc difficile d'établir une règle générale. Cependant, plusieurs études – notamment celle des professeurs Allen M. Omoto et Mark Snyder<sup>2</sup> – identifient deux motivations principales.

Dans le premier cas, les bénévoles répondent à une obligation morale ou religieuse: ils se sentent tenus de participer à la résolution d'un problème. Nous avons affaire ici aux altruistes, que je préfère appeler «hétérocentrés», ou tournés vers les autres. Deuxième cas: les bénévoles dont la préoccupation dominante est d'obtenir quelque chose pour eux-mêmes, ce sont les égoïstes ou «autocentrés».

### Vous voulez dire qu'il existe des «vrais» bénévoles désintéressés et d'autres, qui recherchent une rétribution personnelle?

Je ne crois pas qu'il existe de cas «chimiquement pur». Les bénévoles agissent tous en fonction d'une combinaison de motivations, qui vont plutôt dans un sens ou dans l'autre.

### Quelle contrepartie attendent-ils de leur action?

Les deux auteurs que je viens de citer en relèvent cinq. En premier lieu, certains veulent d'abord affirmer des valeurs. Si une personne estime avoir une vocation humanitaire et qu'elle peut la réaliser, elle se sent bien. Une deuxième forme de «rétribution», assez répandue, est la connaissance. En voyageant dans des pays du Tiers-Monde, on va comprendre la situation sur le terrain. En échange d'un travail non payé, on accumule des expériences précieuses.

Le bénévolat peut être aussi un moyen pour une fin: il permet, par exemple, d'étoffer ses relations sociales. Une quatrième catégorie est celle de l'engagement militant, par lequel on manifeste son identification à une communauté, à un groupe ou à une cause concrète. Il concerne ces bénévoles qui adoptent une cause précise – les maladies mentales, le cancer, le sida – mais qui ne pourraient pas s'investir dans d'autres combats. En ce qui concerne

le sida, la démarche est claire: c'est un moyen de s'identifier aux groupes qui en souffrent le plus. Enfin, la dernière catégorie est la plus difficile à expliquer. C'est ce que nous appelons la défense du «je». Elle consiste à surmonter ses anxiétés en s'engageant dans une action bénévole. En luttant contre le sida, par exemple, lorsque l'on est homosexuel. Il peut aussi s'agir d'une défense face à des angoisses moins définies. Certains de mes collègues suggèrent à leurs patients de s'impliquer dans une activité bénévole quelconque pour fuir leurs propres angoisses. Personnellement, je ne suis pas très favorable à cette solution.

### Pourquoi?

Le volontariat vise tout de même à aider les autres, sur un programme ou sur un autre. Pas à s'aider soi-même.

### Les bénévoles sont-ils plutôt des hommes ou des femmes?

Les femmes sont plus nombreuses, en général, surtout dans les domaines de l'action sociale et de la santé. Pour la protection civile, le rapport s'inverse. Mais en ce qui concerne les motivations, je ne discerne pas de différences significatives.

### Comment expliquez-vous cette répartition des tâches?

Que cela nous plaise ou non, elle est liée aux rôles traditionnels: la femme protège, prend soin des autres, alors que l'homme éteint des feux ou offre son aide lors de catastrophes.

### Les bénévoles sont-ils différents d'un pays à l'autre ?

A ma connaissance, aucune étude n'aborde le sujet. Mais si l'on compare des enquêtes nationales, on perçoit des différences. Dans les sociétés orientales, au Japon par exemple, on s'investit plus pour le groupe, pour la collectivité et le sentiment du devoir est mis en avant. Dans les sociétés occidentales, l'engagement est plus individualiste. ■

1. Professeur de psychologie sociale à l'Université Complutense de Madrid et président du Collège officiel des psychologues de Madrid.

2. Respectivement professeur à l'Université du Kansas et professeur à l'Université du Minnesota.



Année Internationale  
des Volontaires

# Les jeunes parlent aux jeunes!

C'est le nom d'une ligne ouverte initiée et animée par une cinquantaine d'adolescents slovènes. Leur rôle? Ecouter, dialoguer et résoudre en douceur les conflits de tous les jours.

**INGRIG MAGER**

JOURNALISTE AU QUOTIDIEN SLOVÈNE DNEVNIK.

Le téléphone sonne. Deux lycéennes, Tina et Jana, sursautent. «*Je prends!*» s'exclame Jana: «*ici Les jeunes parlent aux jeunes...*» Nous sommes à Ljubljana, capitale de la Slovénie, au Centre de conseil aux jeunes, qui a ouvert en 1993 une ligne téléphonique spéciale à l'attention des adolescents en difficulté. L'originalité de ce projet qui trouve lui-même son financement? Ceux qui répondent en toute confidentialité ne sont pas des spécialistes, mais des bénévoles de 14 à 18 ans. Deux par deux, ils assurent une permanence quotidienne de 15 à 17 heures, sauf pendant les week-ends et les vacances. Au début, les volontaires étaient des ados du quartier. Puis leurs copains d'école les ont rejoints, et les copains des copains... Aujourd'hui, ils sont bon an mal an une cinquantaine.

«*Notre numéro de téléphone est connu, explique Nina. Il est affiché dans les écoles. Le plus souvent ce sont des collégiens qui nous appellent. Quelques-uns s'imaginent qu'on va leur faire leurs devoirs de maths...*» Mais il n'y a pas que les devoirs, loin de là. «*Des mères aussi nous contactent, précise Daniel, quand elles ont des raisons de croire que leur enfant se drogue. Nous avons un bon fichier d'institutions spécialisées vers lesquelles nous les renvoyons. Et lorsque le cas nous paraît grave, nous transférons l'appel au bureau des animateurs.*» Les bénévoles ont été dûment avertis: la drogue est une question qu'il faut laisser aux experts.

Pour Ales, le principal atout de cette ligne ouverte est de permettre une libre expression sur l'école, les parents, la sexualité: «*ce n'est pas lourd et ennuyeux comme chez certains psys.*»

Les adultes – Ljubo Raicevic, le directeur du Centre, Natasa Fabjan, une psychologue, et Lili Raicevic, une pédagogue – ne s'en mêlent pas. Ils ne sont là que pour la formation et l'encadrement des bénévoles. Car il n'est pas toujours facile de répondre aux questions: «*il arrive qu'on se sente impuissant, reconnaît Andreja. Si la personne appelle plusieurs fois, on finit par deviner ce qui au fond la préoccupe. Mais la plupart n'appellent qu'une fois. Et toi, tu restes là à te*

*demander si tu as dit ce qu'il fallait...*» Et Nejc d'ajouter: «*comme par hasard, les meilleures idées nous viennent après avoir raccroché! Alors, on se dit que l'essentiel c'est de discuter, ne serait-ce que pour distraire l'autre de ses idées noires.*»

Qu'est-ce qui incite ces jeunes à passer ainsi des heures au téléphone avec des inconnus? Maja, encore mineure, pratique l'écoute et le conseil depuis trois ans déjà. «*C'est le collègue qui m'a envoyée ici, dit-elle. On me disait trop bavarde, on espérait que parler au téléphone me ferait du bien. Ici, je suis tombée sur un tas de gens sympas. On fait des stages, des sorties. On est devenu une bande d'amis.*»

Les jeunes bénévoles se dévouent pour les autres, mais en tirent eux aussi profit. Certains combattent ainsi la solitude. D'autres assouissent leur besoin de liberté et d'affirmation de leur personnalité. «*Sortant de l'enfance, ils veulent prendre des responsabilités. Mais souvent, on leur rétorque qu'ils sont trop jeunes. Ici, on les prend au sérieux. Le bénévolat leur permet d'assurer la transition entre le jeu et le travail*», explique le pédagogue et psychothérapeute Ljubo Raicevic.

Depuis qu'ils «parlent aux jeunes», les bénévoles disent avoir pris conscience des problèmes des autres, et s'en sortir mieux avec les leurs. Stela, par exemple, qui a rejoint le groupe à l'âge de 13 ans, a fini par partager ses soucis avec ses nouveaux amis: un conflit grave l'opposait à ses parents.

Les animateurs eux aussi ont dû accomplir un travail sur eux-mêmes, mûrir en parallèle avec les jeunes. «*L'idée est venue des jeunes, rappelle Ljubo Raicevic. Au début, nous avons hésité car ils pénétraient dans un domaine traditionnellement réservé aux professionnels et aux adultes. Mais nous nous sommes dit que sans les jeunes, leur influence et leurs idées, nous ne pourrions jamais bâtir ce monde. Ils sont prêts à donner énormément. Pourquoi ne pas leur permettre de prendre part aux décisions, de s'impliquer?*» Les quelque huit mille appels téléphoniques reçus depuis l'ouverture de la ligne ouverte, en 1993, prouvent qu'ils en sont capables. ■



Centre slovène de conseil aux jeunes: [www.z-miss.si](http://www.z-miss.si)



© www.z-miss.si

## 2. BÉNÉVOLES DE TOUS LES PAYS

# Des entreprises **contre la misère**

Au Brésil, l'explosion récente du volontariat est avant tout le fait des entreprises, inquiètes de la montée de la délinquance.



Le bénévole et l'enfant des rues (Brésil).

© Erik Brekke, Norway

**JAYME BRENER**

JOURNALISTE BRÉSILIEN.

«**J**oue ton rôle» affirme la dernière campagne publicitaire, visible partout, du Comité brésilien d'organisation de l'Année Internationale des Volontaires. Ce simple slogan témoigne d'un phénomène nouveau au Brésil, où le bénévolat connaît un véritable explosion. Selon une enquête nationale, réalisée en 1998 par l'Institut d'études de la religion (Iser) de Rio de Janeiro, 22,6 % des adultes – soit environ 13,9 millions de personnes – consacrent une partie de leur temps à une forme quelconque de travail social non rémunéré, et 13,9 % sont membres d'une association.

Certes, ces chiffres sont encore modestes par rapport à la situation qui prévaut aux Etats-Unis, où 49% de la population adulte pratique le bénévolat. Néanmoins, l'évolution est remarquable si l'on tient compte du fait que le poids de l'Etat comme celui du secteur privé laissaient peu de place, jusqu'ici, aux associations. «La progression du bénévolat est la consé-

quence de la crise profonde que connaissent actuellement les institutions au Brésil», estime le président du conseil municipal de Sao Paulo, José Eduardo Cardozo, élu l'année dernière avec le renfort du mouvement associatif.

Selon Leilah Landim, de l'Iser, le développement actuel du bénévolat modifie en profondeur la nature de l'activité caritative au Brésil. Depuis l'époque coloniale, l'Eglise catholique était quasiment seule sur le terrain de la philanthropie. Mais la victoire du libéralisme économique, le recul des syndicats, la réduction des capacités d'investissement de l'Etat et la croissance vertigineuse des problèmes liés à la violence urbaine, au trafic de drogue ou au sida ont provoqué une prise de conscience avant tout chez les Brésiliens des classes supérieures, qui s'engagent aujourd'hui. «Des millions de citoyens aisés ont compris les relations qui existaient entre la misère et le trafic de drogue, lequel, à son tour, constitue une menace pour leurs propres enfants. De même, beaucoup d'entrepreneurs soutiennent des programmes de formation professionnelle. Ils y voient le meilleur moyen de sortir de la rue les jeunes déshérités et de combattre la délinquance, perçue comme un obstacle au bon fonctionnement des



2001

Année Internationale  
des Volontaires



affaires», souligne l'économiste Gilson Schwartz, professeur à l'Institut d'études supérieures de l'Université de Sao Paulo (IEA-USP).

La montée du bénévolat au Brésil se caractérise par une volonté affirmée de dépasser la simple assistance. L'épouse du chef de l'Etat, Ruth Cardoso, anthropologue et responsable du programme Communauté solidaire, a inauguré, fin 1997, un projet sobrement intitulé «Bénévoles», avec l'intention explicite de s'écarter des schémas traditionnels. Le document fondateur se donne pour priorité la «création d'une conception moderne du bénévolat, principalement axée sur l'efficacité des services et la qualification des volontaires». Il stipule également, non sans ironie, que cette «nouvelle approche n'a plus rien à voir avec la charité ou l'aumône, ni avec les bonnes œuvres destinées avant tout à rompre l'ennui de ceux et de celles qui s'y livrent».

En cinq ans, les volontaires de Communauté solidaire ont procuré une formation professionnelle à 87000 jeunes, de 16 à 21 ans, qui se trouvaient dans une «situation sociale à risques».

L'aspect le plus novateur du phénomène brésilien tient indiscutablement au développement du «bénévolat d'entreprise». Selon une enquête récente de l'Institut Ethos (chargé de promouvoir l'«entreprise citoyenne» auprès des 380 sociétés membres), 94 entreprises, sur les 100 étudiées, mettent en œuvre des programmes internes de bénévolat.

Par exemple, le programme «Lire, Ecrire, Libérer» impulsé par la Banque du Brésil – un organisme d'Etat – implique plus de 2100 bénévoles dans des actions d'alphabétisation et d'aide à la lecture à travers tout le pays. Ce programme a déjà touché plus de 31000 personnes. Un de ses plus récents succès concerne l'alphabétisation des 220 personnes d'une petite communauté amazonienne, dans la région de Belém do Alto Solimoes.

### Une colle qui ne peut servir de drogue

Chez C&A, la multinationale du prêt-à-porter, 20 % des employés, soit 1 400 personnes environ, participent à des opérations bénévoles. Dans le secteur des cosmétiques, le groupe Natura a mis sur pied une troupe de conteurs qui se déplace dans les écoles, les hôpitaux ou d'autres institutions sur tout le territoire national. Avec le programme «Les enfants sont la vie», 84 bénévoles du laboratoire pharmaceutique Schering-Plough ont enseigné des notions élémentaires de santé et d'hygiène à plus de 25000 enfants depuis 1998. Dans l'usine 3M à Sumaré (à environ 120 km de Sao Paulo), 80% des 2600 employés participent à des actions bénévoles. Les employés de Chubb, filiale d'une compagnie d'assurances nord-américaine, consacrent un jour de travail par an à l'accueil de jeunes de milieux défavorisés auxquels ils montrent divers aspects de leur travail. Enfin, les 95 succursales de la chaîne de cordonnerie rapide Zapateria del Futuro (filiale de l'entreprise nord-américaine Heel Sew Quick/HSQ) contribuent à l'en-

tretien d'une école de jeunes cordonniers à Sao Paulo. La chaîne a inventé une colle à chaussures non toxique qui devrait être utilisée par elle-même dans le monde entier. Rappelons que la colle à chaussures est une des drogues les plus répandues chez les enfants des rues au Brésil.

«Le progrès de la conscience sociale est indéniable», affirme Walmir Frare, ingénieur et directeur de la société de formation à l'informatique Bit Company. *L'idée selon laquelle l'entreprise privée a un rôle à jouer dans la réduction des inégalités sociales est de plus en plus acceptée. Il est donc important d'encourager le bénévolat des employés.* Bit Company participe à des programmes de formation d'enseignants et d'étudiants et mène également un projet pilote d'apprentissage de l'informatique pour le troisième âge.

### Un géant des télécommunications gère trois garderies

A l'origine de ces projets, on trouve souvent des initiatives individuelles ou familiales. Voici dix ans, Gilmar Bernardi, responsable des ressources humaines du géant français des télécommunications Alcatel, à Sao Paulo, participait à la création d'une garderie pour les mères salariées, dans une église catholique des environs de la ville. Aujourd'hui, le groupe gère trois garderies, dont une située dans une favela.

Si des couches toujours plus larges de la société civile s'impliquent dans l'action sociale bénévole, les institutions religieuses continuent à jouer un rôle de premier plan, en particulier dans les programmes destinés aux secteurs les plus pauvres.

Au Brésil, le développement rapide d'Internet a servi d'accélérateur au phénomène. Dans un premier temps, les institutions philanthropiques ont utilisé la Toile pour recueillir des fonds et diffuser leurs idées. Aujourd'hui, les progrès les plus sensibles concernent le domaine éducatif. Plusieurs programmes par Internet permettent à des étudiants et à des enseignants de venir en aide à des élèves en difficulté, quel que soit leur éloignement géographique. Le projet le plus ambitieux est probablement «la Cité du Savoir» qui assure une formation continue aux employés, grâce à des enseignants et des étudiants bénévoles. Mis sur pied par l'Institut d'études avancées et par la Faculté d'éducation de l'Université de Sao Paulo, il est soutenu par plusieurs journaux (*Gazeta Mercantil*, *Folha de Sao Paulo* et *O Estado*), de grandes entreprises, comme IBM, la Banco Santander ou Bank-Boston, et par les maisons d'édition Moderna et Pangea. ■



[www.portaldovoluntario.org.br](http://www.portaldovoluntario.org.br) : ce site présente des expériences de travail social effectuées par les entreprises et les démarches à suivre pour les accomplir. Pendant ses quatre premiers mois d'existence, il a reçu plus d'un million et demi de visites.

**«Quand un homme est volontaire et passionné, les dieux se joignent à lui.»**

Eschyle, poète grec (525-456 av. J.-C.)

## 2. BÉNÉVOLES DE TOUS LES PAYS

# Un ouragan sur roues

Ni son fauteuil roulant, ni la pauvreté n'ont empêché Carmen Reyes Zubiaga de se consacrer à la cause des handicapés. Aux Philippines, son pays, elle veut promouvoir le bénévolat qui l'a tant aidée.

CARLO M. TADIAR

JOURNALISTE PHILIPPIN.

**C**armen Reyes Zubiaga est la sixième d'une famille de neuf enfants. Son père était charpentier, sa mère, lingère. Depuis toute petite, elle vit à Taytay, une ville aujourd'hui absorbée par la banlieue de Manille, la capitale tentaculaire des Philippines. Se frayer un chemin dans ces ruelles tient de la prouesse, tant la foule des piétons est compacte, et la circulation perpétuellement congestionnée. Carmen, elle, connaît tous les secrets de son quartier. Elle y évolue sans difficulté, au point d'arriver à notre rendez-vous avec 20 minutes d'avance sur moi, malgré mes deux jambes valides et ma voiture. Ce jour-là, Carmen s'est déplacée en taxi à trois roues, le moyen de transport le plus usité du quartier.

En examinant, une première fois, les clients installés dans le restaurant, je n'ai pas réussi à l'identifier. Je n'avais pas remarqué sa chaise roulante et je n'aurais jamais cru qu'elle puisse avoir l'air si jeune. Les trois associations qu'elle a créées, tout comme sa fondation, agissent auprès des handicapés au travers de programmes de micro-crédit, des bourses d'études ou d'autres programmes d'aide. Elle leur consacre l'essentiel de son temps, sans aucune rétribution.

### Envoyée au Cambodge

Son charme et sa douceur me surprennent. Au son de sa voix, ferme et déterminée, lors de notre conversation téléphonique, je l'imaginai tout autrement. L'assurance lui est nécessaire pour imposer ses vues dans une société qui attache peu d'importance à la volonté individuelle. «*Si j'en crois ma mère, j'étais une petite fille têtue*, affirme-t-elle en riant. *Et je ne savais pas qu'il existait des fauteuils roulants*», poursuit-elle. Elle a contracté la poliomyélite, à l'âge d'un an et demi. Pendant toute son enfance et son adolescence, elle s'est déplacée à la seule force de ses bras, parce que ses parents n'avaient pas les moyens de lui procurer un fauteuil.

A quatorze ans, elle prend, seule, l'initiative d'écrire à un cercle féminin, en réclamant une aide qui, très vite, lui est accordée. Malgré leurs difficultés matérielles, ses parents l'ont toujours entourée d'affec-

tion: «*je n'ai jamais été traitée différemment des autres*». Et, pour préciser sa remarque, elle ajoute: «*en famille, je n'ai jamais subi aucune forme de discrimination*».

Le manque de moyens la contraint à quitter l'école dès la fin du primaire. Dix ans plus tard, cependant, elle reprend des études, après sa rencontre avec une missionnaire belge, sœur Valeriana Baerts, fondatrice de l'institut *Tahanang Walang Hagdanan* (la «Maison sans marches»), devenu, depuis lors, la structure la plus active des Philippines d'aide aux handicapés.

Oser suivre une formation universitaire lui vaut bien, d'abord, quelques quolibets. Cela ne l'empêche pas de réussir, tout en participant à la création de bandes dessinées pour payer sa scolarité. Ce faisant, elle constate qu'une dizaine d'étudiants se déplacent, comme elle, en fauteuil roulant. Elle prend alors sa



Carmen Reyes Zubiaga dans l'atelier de la «Maison sans marches».

© G. Nantea



2001  
Année Internationale  
des Volontaires

premier programme gouvernemental – sous forme d'une agence semi-autonome – en direction des innombrables mutilés, victimes de la guerre. «*J'y ai trouvé des conditions bien pires qu'aux Philippines*», dit-elle aujourd'hui. Les mutilés de guerre vivent uniquement de la charité. L'agence qu'elle a créée va s'efforcer de favoriser leur insertion professionnelle. Sa plus grande satisfaction est de pouvoir se donner en exemple. «*Là-bas, dit-elle, quand je me rendais au marché, j'achetais mes provisions, je ne mendiais pas. Les valides ont commencé à réviser leurs a priori.*»

### Chercher un emploi est une épreuve

Considérés comme la lie de la société, privés de tout espoir, les handicapés cambodgiens n'imaginaient pas connaître un jour le bonheur, ni même pouvoir fonder une famille. Arrive Carmen Reyes Zubiaga: elle a non seulement traversé la mer pour lancer ce projet, mais son mari et leurs deux enfants l'accompagnent. Trois ans plus tard, lors de son retour aux Philippines, une autre petite fille sera du voyage, confiée par un couple de Cambodgiens sans moyens.

Chez elle, Carmen Reyes Zubiaga met sur pied trois associations et une fondation, pour aider les handicapés à poursuivre leur scolarité, entreprendre une formation professionnelle et démarrer une activité. Rejetant la conception missionnaire de la charité, ses organisations favorisent l'autonomie économique et la confiance en soi. «*Avant de distribuer les fonds, il s'agit de les gagner*», explique-t-elle. Pour financer ses bourses d'études, la fondation gère, par exemple, une épicerie coopérative, appelée à devenir une chaîne.

Chercher un emploi est une épreuve pour les handicapés. Leurs candidatures sont souvent rejetées et, de plus, ils ont les pires difficultés à trouver un moyen de transport adéquat. «*Nous encourageons la création de micro-entreprises, par l'intermédiaire de prêts. De cette façon, les handicapés peuvent créer leur propre activité à domicile*», ajoute-t-elle.

Ses organisations défendent aussi un principe cher à son cœur: le bénévolat. «*J'ai personnellement bénéficié de la bonne volonté d'autrui*, souligne-t-elle. *Sans le bénévole qui m'a conduite à l'hôpital orthopédique national, je n'aurais jamais rencontré sœur Valeriana Baerts. Peu importe qui vous êtes, si vous ne savez pas partager, vous n'arriverez nulle part.*» ■

## 2. BÉNÉVOLES DE TOUS LES PAYS

# L'ashram où la vie repart

**A Bangalore, dans le sud de l'Inde, un centre communautaire accueille des femmes qui ont fui leur foyer. Elles y aident, à leur tour, d'autres femmes à sortir de la misère.**

**SUDHA RAMACHANDRAN**

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE DU DECCAN HERALD, BANGALORE (INDE).

**T**out a commencé grâce à la volonté d'une femme, déterminée à aider ses sœurs d'infortune, pauvres, sans instruction et en quête d'un refuge.

En 1975, après un mariage brisé, Susheelamma s'est retrouvée seule, avec deux enfants à élever. Fille d'un tisserand sans moyens, elle n'avait pu poursuivre sa scolarité au-delà de l'école primaire. Aujourd'hui, elle dirige l'ashram Sumangali Sevashra de Bangalore et ses 450 volontaires à temps plein. Ici, les femmes sans ressources trouvent un gîte et une formation qui les aident à redémarrer dans la vie. Elles peuvent chercher du travail à l'extérieur ou, en échange d'une modeste rétribution et de deux bons repas par jour, s'investir dans l'un des nombreux projets de l'ashram. La plupart d'entre elles continuent, après avoir quitté le centre, à participer, selon

leurs possibilités, à ses activités.

200 femmes, en moyenne, résident à l'ashram. Elles ne possèdent, souvent, aucune formation élémentaire, ce qui les handicape dans la recherche d'un travail. Beaucoup ont subi des violences familiales, souvent liées aux pressions de la belle-famille pour des affaires de dot. Celles qui ont fui leur mari sont rejetées par leurs parents, leur famille et leur village et les rares foyers publics susceptibles de les accueillir sont mal équipés. Quant à l'appareil judiciaire, il accueille plutôt mal celles qui osent demander le divorce.

C'est pour pallier les insuffisances des services sociaux que Susheelamma et un groupe d'amies ont conçu, en 1975, le projet de construire un petit refuge et une école destinés aux femmes démunies. Elles ont convaincu le gouvernement de leur céder un terrain. Mais une vaste fosse occupait celui-ci et elles n'avaient pas les moyens d'en financer le remblai. Grâce aux dons patiemment recueillis auprès de particuliers, Susheelamma et ses amies ont pu construire une école.



Susheelamma, fondatrice de l'ashram.

© PAVAN





Une volontaire de l'ashram donne des conseils sanitaires à une femme de Shaktinagar.

«Nous n'avions pas d'argent pour acheter des livres aux enfants ou pour nourrir les femmes qui s'installaient» explique Susheelamma. A 65 ans, elle préside toujours aux destinées de l'ashram. Avec les autres volontaires, elle a passé des nuits entières à confectionner des petits bibelots dont la vente rapportait de maigres sommes. Dans les premières années, son salaire de directrice et d'institutrice de maternelle ne dépassait pas 170 roupies (environ 28 francs). Elle en réservait 100 aux besoins de son foyer et consacrait le reste au lancement des programmes. «Certains volontaires, comme Parvatamma (membre du comité directeur), versaient l'intégralité de leur salaire à l'ashram», se souvient Susheelamma.

### Son mari, alcoolique, la frappait

Les premières vraies ressources sont venues de la vente de câbles métalliques recyclés en mangeoires à volaille. Cette petite activité leur a permis de subsister, malgré des revenus dérisoires. Par la suite, elles ont confectionné des guirlandes avec des cocons de soie, que des bénévoles allaient distribuer dans les échoppes de la ville, leur sac de toile sur le dos.

Aujourd'hui, l'ashram bénéficie d'aides gouvernementales, du soutien matériel et financier d'organisations humanitaires internationales ainsi que de dons privés. Mais sa force principale demeure le bénévolat. Depuis les origines, le même principe prévaut: l'ashram recrute celles qui ont bénéficié de ses services. Elles gèrent des programmes d'éducation et d'apprentissage, assistent les femmes en difficulté qui n'ont pas besoin d'un hébergement et organisent des programmes réguliers d'alphabétisation et des campagnes de vaccination. L'ashram gère aussi deux écoles primaires officielles, 19 écoles informelles, 25 crèches et 130 garderies d'enfants, appelées *anganwadi*, qui

fournissent un complément alimentaire aux enfants, aux mères allaitantes et aux femmes enceintes des bidonvilles.

Shantamma est l'un des piliers de l'ashram. Elle forme les volontaires et prodigue, à toutes, énergie et conseils. Cette femme toute simple n'a pas oublié le jour où, il y a 25 ans, elle a trouvé refuge ici avec ses deux enfants en bas âge. Son mari alcoolique la frappait devant ses enfants et lui imposait la présence d'une concubine. Sans instruction ni ressources, un destin peu enviable l'attendait quand l'ashram l'a accueillie. Elle a d'abord travaillé aux cuisines, puis elle s'est occupée des enfants de la crèche. Parallèlement, elle a rejoint un cours d'alphabétisation dispensé par l'ashram, avant de suivre une formation d'auxiliaire de santé, assurée, elle aussi, par des bénévoles. Aujourd'hui, elle conseille les femmes en milieu rural sur les questions de nutrition et de vaccination.

### Une goutte d'eau

Shantamma a sa propre maison, mais elle vient tous les jours aider aux cuisines et assurer une formation pour celles qui se destinent à des travaux rémunérateurs. «J'ai vécu sept ans à l'ashram, explique-t-elle. Il a été mon ashreya (abri) quand j'étais rejetée de tous. Je ne l'oublierai jamais. Aussi longtemps que je le pourrai, j'aiderai celles qui sont accueillies ici.»

Malgré une activité incessante, l'atmosphère est toujours calme. Les pensionnaires se lèvent à 5 heures 30, et, après une méditation et un petit-déjeuner frugal, elles se mettent au travail. Bien que rien ne les y oblige, toutes participent aux tâches collectives, y compris les handicapées physiques et mentales. La participation de chacune est une règle tacite qui s'applique sans accroc depuis les débuts du centre.

Outre les volontaires à temps plein, de nombreuses habitantes du voisinage donnent aussi de leur temps. Shakuntala est ingénieur dans une administration. Tous les week-ends, elle propose ses services pour des tâches diverses et se sent ainsi utile aux autres. Certaines femmes n'apportent qu'un soutien financier. La philanthropie est fortement enracinée dans la culture indienne, et les bénévoles sont convaincues qu'aider les autres favorise la prospérité et la sérénité.

Beaucoup d'entre elles interviennent à Kuprajbande, un bidonville si misérable que l'ashram a décidé de l'«adopter» pour tenter d'améliorer la vie de ses habitants. Cinquante-six logements ont été reconstruits et des campagnes de sensibilisation à l'hygiène et contre l'alcoolisme sont en cours. L'endroit a été rebaptisé Shaktinagar – la cité de la force – et près de 80 % des hommes (les femmes buvant rarement) ont totalement renoncé à l'alcool.

L'histoire de Susheelamma prouve que des individus, armés de leur seul courage, peuvent susciter des changements durables. «Il reste encore beaucoup à faire, reconnaît-elle. Ce que nous avons réalisé n'est qu'une goutte d'eau dans un immense océan de besoins.»



2001  
Année Internationale  
des Volontaires

## 2. BÉNÉVOLES DE TOUS LES PAYS

Une ONG pour **futurs dirigeants**

En proposant aux étudiants d'Afrique australe d'intervenir bénévolement dans les régions les plus déshéritées, une ONG sud-africaine prépare ces futures élites à ne pas perdre le contact avec la réalité.

REHANA ROSSOUW

JOURNALISTE AU MAIL AND GUARDIAN, JOHANNESBURG.

**D**es vacances comme celles-là ne seraient pas du goût de tous, mais pour France Montwedi, l'aventure restera inoubliable. Sud-Africain et étudiant en sciences naturelles, il a d'abord rejoint onze autres bénévoles, à Maputo, la capitale du Mozambique. De là, ils ont pris le bus jusqu'à un village abandonné à la suite des inondations de l'année précédente. Leur mission: préparer du ciment, apprendre le portugais, se protéger des moustiques et reconstruire l'école.

Lancée en 1993, sous les auspices du Centre pour les droits de l'homme (Centre for Human Rights) de l'Université de Pretoria, l'Organisation des étudiants volontaires d'Afrique australe (Southern African Students Volunteers Organization — la SASVO) fait figure de pionnière dans toute la région. Elle envoie des groupes d'étudiants passer une partie de leurs vacances dans des zones déshéritées pour répondre à des besoins que les gouvernements, manquant de fonds, n'ont pu satisfaire eux-mêmes.

La contrepartie qu'y trouvent les participants explique le succès de la démarche. «*Les volontaires sont en majorité des étudiants, pour la plupart des noirs qui n'ont pas les moyens de partir en vacances. Pour eux, travailler dans des zones rurales du sud de l'Afrique est une expérience enrichissante*», explique le coordinateur adjoint de l'organisation, Jan Bezuidenhout.

### Mélanger la sueur à la terre: un acte d'appropriation

Christoff Heyns, membre fondateur et directeur du Centre pour les droits de l'homme, voit dans ce projet une étape décisive dans la réaffirmation, par les jeunes, de leur identité africaine: «*à mon sens, mélanger sa sueur à la terre est un acte d'appropriation. Et quand, de surcroît, on le fait avec les autres, cela devient un acte d'appropriation commune*». Avec la SASVO, il espère jeter les bases d'une future organisation panafricaine de volontaires. «*En cas de sinistre au Rwanda ou au Mozambique, il faudrait que les Africains soient les premiers à fournir des secours*», ajoute-t-il.

La SASVO est la seule organisation sud-africaine qui encourage les étudiants et les jeunes à participer à des actions de volontariat dans les communautés rurales défavorisées. A ce jour, plus de

6 000 étudiants, issus de 40 institutions universitaires dans 10 pays d'Afrique australe, se sont déjà impliqués dans ces projets de développement communautaire en Afrique du Sud mais aussi au Swaziland, au Mozambique, au Botswana, en Tanzanie, en Ouganda et en Namibie.

Certes, la jeunesse sud-africaine, qui était au front dans la lutte contre l'apartheid, s'appuie sur une forte tradition militante. Mais le volontariat représente un défi d'un nouveau genre, estime Christoff Heyns: «*la préoccupation politique n'est pas absente. Mais le volontariat met en jeu des activités d'une autre nature: travailler dans un hospice ou sensibiliser les gens à la question du sida, par exemple*».

Depuis 1996, la principale mission de l'organisation concerne la rénovation des écoles. Elle a construit plus de 214 classes, en a repeint plus de 800, ainsi que quatre services pédiatriques hospitaliers, elle a rénové plus de 40 écoles et creusé les fondations de 50 bâtiments. Mais ce n'est pas tout. Les étudiants volontaires ont aussi bâti des logements, des centres sociaux et des terrains de sports. Ils ont participé aux interventions d'urgence à la suite de sinistres, planté des potagers, reboisé, débroussaillé, dirigé des



Reconstruction d'une école primaire sinistrée au Mozambique.

© Jan Bezuidenhout/SASVO

ateliers d'information sur les droits de l'homme, aidé au déroulement des élections générales en Afrique du Sud. Pour l'avenir proche, des campagnes d'information sur le sida et des projets agricoles sont prévus.

Selon ses organisateurs, la plus grande réussite de la SASVO est d'avoir inculqué, chez les volontaires aussi bien que parmi les populations bénéficiaires de l'aide, les valeurs d'autonomie, d'initiative et d'entraide, ainsi que l'amour de l'Afrique, au travers de projets qui favorisent l'accès de tous à l'éducation et aux services sociaux. Jan Bezuidenhout voit même dans ce volontariat le moyen de réduire la fracture qui a toujours séparé l'élite politique africaine du peuple: «*en Afrique, dit-il, l'accès au pouvoir et la perte de contact avec les administrés vont de pair. Les volontaires garderont toujours en mémoire le temps partagé avec les ruraux.*»

De fait, des liens étroits se sont tissés. «*Au début, nos équipes débarquaient dans les villages avec leurs plans préétablis. Aujourd'hui, les locaux sont maîtres du projet et nous, nous exécutons,*», explique Christoff Heyns. En collaborant aux mêmes travaux, villageois et volontaires — dont certains deviendront les dirigeants politiques et les hommes d'affaires de demain — débattent de sujets

brûlants. «*Ils parlent des droits de l'homme ou des rapports entre les hommes et les femmes, explique Jan Bezuidenhout. Cela favorise le rapprochement entre les illettrés ou semi-illettrés et les étudiants qui ont parfois grandi dans des villages semblables.*»

L'opération *Zenzele* (Faites-le vous-même) a été le premier projet de l'organisation, en 1997. Il visait avant tout — en associant la jeunesse locale et des lycéens — à l'amélioration des infrastructures, en particulier des écoles, dans les zones rurales défavorisées. Le gouvernement sud-africain, impliqué dans les projets, désigne généralement quelles communautés doivent être assistées en priorité.

La SASVO offre la possibilité à des diplômés de partir pour des missions de longue haleine, afin d'acquérir une expérience dans leur domaine d'étude. Les volontaires peuvent aussi travailler pour des ONG ou des agences internationales. Plus de 19 contrats de longue durée ont ainsi été signés.

Avec des antennes dans sept universités d'Afrique australe, les listes d'attente des volontaires sont longues. Pour autant, «*il ne nous semble pas nécessaire d'agrandir notre infrastructure, explique la coordinatrice Belinda Mogashwa. L'argent que nous dépenserions pour les bureaux et la gestion est investi plus utilement dans les projets.*» ■

## 2. BÉNÉVOLES DE TOUS LES PAYS

# La seconde vie des vieux outils

En Grande-Bretagne, des milliers de retraités retrouvent une nouvelle jeunesse en rénovant des outils pour des artisans africains. Témoignage.

GLYN ROBERTS

FONDATEUR DE TOOLS FOR SELF-RELIANCE,  
UNE ONG BASÉE DANS LE HAMPSHIRE (GRANDE-BRETAGNE).

**M**on intérêt pour les outils est né de la déception que m'ont inspirée les gros projets de développement. Sous ce prétexte, j'ai vu des sociétés étrangères réaliser d'énormes bénéfices en Afrique de l'Ouest, leur personnel expatrié jouissant de salaires fabuleux et d'un train de vie extravagant... Au lieu d'aider les gens du pays à améliorer leur sort, ces projets les empêchaient de prendre la moindre initiative.

En Ethiopie, j'ai vu des pelleteuses rouiller sur place, faute de gazole et de pièces de rechange. Elles avaient été données par des organisations humanitaires. Et pendant ce temps, par manque de travail, des milliers d'Ethiopiens souffraient de la faim.

Puis un jour, en Ouganda, j'ai entendu l'employé d'une organisation humanitaire se plaindre du fait que des jeunes lui volaient ses outils. Je me suis dit que ces outils, en réalité, étaient indispensables à des artisans dans le besoin. Je suis allé les voir, dans les villages: leurs ciseaux étaient affûtés jusqu'à la corde, leurs marteaux réduits à des moignons. Je suis reparti avec la conviction qu'il fallait créer une organisation pour leur venir en aide, en évitant les pièges habituels de l'endettement.

### Encourager aussi la production locale

De retour à Portsmouth, l'idée a mûri. Ma mère m'a fait remarquer que dans notre seule rue, des dizaines de gens stockaient quantité d'outils dans leur cabane de jardin. A ce compte-là, combien pouvait-on en collecter dans toute l'Angleterre?

Nous avons créé Tools for Self-Reliance (TFSR — des outils pour l'autonomie) en 1979. L'idée était simple: il s'agissait de récupérer de vieux outils et de les remettre en état pour les envoyer à des artisans dans des villages africains. Nous avons débuté



2001

Année Internationale  
des Volontaires



avec quelques bénévoles, élèves d'un Institut de technologie. Pour tout local, nous disposions d'une ancienne salle paroissiale, sans eau, ni chauffage, mais nous étions ravis car nous avions un espace suffisant pour traiter notre premier lot: 240 outils récoltés dans le voisinage de la prison de Kingston.

Aujourd'hui, nous envoyons chaque année pour plus de cinq millions de francs d'outils à nos partenaires, en Tanzanie, au Zimbabwe, en Ouganda, au Mozambique, en Sierra Leone et au Ghana. Nous encourageons aussi la production locale, en apportant notre soutien à des programmes visant à former des forgerons en Tanzanie, au Zimbabwe et en Sierra Leone. Certains, dans les zones rurales, utilisent déjà nos machines pour fabriquer et réparer des outils sur place. Ils produisent bien plus de pièces que nous ne pourrions jamais leur en expédier.

### «Notre famille, c'est le monde entier.»

TFSR s'appuie sur un noyau important de bénévoles sans lesquels rien ne serait possible. Au départ, nous n'imaginions pas que le projet aurait des retombées positives sur les bénévoles eux-mêmes. Or, en Grande-Bretagne, des milliers de retraités ont, grâce à nous, entamé une deuxième vie. Au lieu de vivre en reclus, souvent au grand désespoir de leur femme, ils se sont investis dans nos ateliers, si bien qu'ils représentent aujourd'hui la moitié des membres de nos 70 groupes locaux, répartis à travers tout le pays. Une fois par semaine, ils se retrouvent pour décaper, réparer, affûter, graisser et emballer les outils, qui redeviennent comme neufs, et souvent mieux que neufs car l'acier d'autrefois est d'une qualité superbe. Puis ils les expédient en Afrique.

Anciens mécaniciens, ingénieurs ou maçons, ils sont fiers de transmettre leurs connaissances aux plus jeunes. «Ils ont en commun un très grand savoir-faire», souligne Tony Care, coordinateur de l'association au Pays de Galles. *Ils sont méthodiques et minutieux, possèdent une mine d'informations précieuses et d'histoires drôles sur la vie d'autrefois.*

Les bénévoles ne s'intéressent pas seulement à l'aspect pratique du travail. La plupart participent au projet parce qu'ils en apprécient l'esprit. «C'est le projet d'entraide le plus original et le plus révolutionnaire, dans le bon sens du terme, que je connaisse», affirme John Watley, 84 ans, un ancien secrétaire de mairie à Andover, dans le Hampshire, devenu notre «spécialiste en machines à coudre».

A Doncaster, Derek Taylor, 72 ans, partage son avis: «notre fils s'est tué dans un accident de voiture voici quelques années, explique-t-il. Ma femme et moi avons alors commencé à réfléchir à notre vie. Avant, nous vivions repliés sur nous-même. Notre famille était la seule chose qui comptait. Maintenant, nous sommes ouverts aux autres: notre famille, c'est le monde entier».

Pour certains, TFSR est une occasion d'établir des contacts enrichissants. «Nous avons pu discuter avec des personnes qui avaient fait le voyage en Afrique», raconte un habitant de Southampton. *C'était si passionnant que, ce jour-là, nous avons réparé nos outils sans même nous en apercevoir!* Mais, tous nos bénévoles ne sont pas des retraités. Nous avons aussi des lycéens et des étudiants qui nous rejoignent dans le cadre de leur formation. Et chaque été, nous organisons des chantiers internationaux où sont assemblées les caisses à outil.

Comme d'autres, le comptable et enseignant Kevin Petrie, 85 ans, a découvert tardivement (mais il n'est jamais trop tard) sa passion. Il a commencé à collecter et à réparer des outils voici 15 ans. Depuis, il a remis en état 11500 belles pièces. Membre de notre comité directeur, il s'est rendu en Tanzanie, à ses propres frais, pour voir comment les artisans se servaient du matériel expédié d'Angleterre. Julius Nyerere, ancien président de la République, qui compte parmi les donateurs de notre organisation, l'a invité chez lui pour discuter du rôle des artisans et des outils dans le développement. Kevin Petrie a aussi séjourné dans plusieurs villages où son enthousiasme lui a valu le surnom de *Mzee kijana* (l'aîné plein de jeunesse).

Quand j'ai demandé à sa femme ce qu'elle pensait des milliers d'heures qu'il avait passées dans son garage à travailler pour nous au lieu d'entretenir son jardin, elle a souri: «il est heureux quand il s'occupe de ces outils. C'est notre modeste contribution à la marche du monde.» ■



Kevin Petrie, 85 ans, à l'ouvrage dans son garage.

© Tony Care, Royaume-Uni



www.tfsr.org

# Le temps des associations

Tout comme la bourgeoisie au XVIII<sup>e</sup> siècle ou le prolétariat au XIX<sup>e</sup> siècle, les ONG sont aujourd'hui vouées à jouer un rôle de premier plan dans les évolutions de la société. Une nouvelle ère commence.

LESTER M. SALAMON

DIRECTEUR DU CENTRE D'ÉTUDES SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE DE L'UNIVERSITÉ JOHNS HOPKINS (ÉTATS-UNIS).

Un spectre hante le monde développé. Ce n'est plus celui du communisme porté par la vague du prolétariat, comme le disait Karl Marx il y a 150 ans. Il accompagne, au contraire, le destin de l'individu solitaire, tel que le dépeint Robert D. Putnam dans son ouvrage *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community* (Jouer seul: déclin et renaissance de la communauté américaine). L'individu aliéné, coupé de ses racines sociales, privé des usages sur lesquels se fondait la confiance réciproque, évolue dans l'univers du tous contre tous, sans ces «habitudes du cœur» dont parlait Tocqueville et qui rendent tolérable l'existence humaine.

Pour certains, l'expansion de l'Etat et l'institutionnalisation des grandes organisations collectives marginalise les expressions moins formelles du volontariat et rend sa fonction sociale peu claire. Selon ces vues, les organismes publics et leurs satellites affrontent dans un combat sans merci leur ennemi héréditaire: l'auto-organisation des individus. A ce point de l'épopée, les premiers auraient emporté la victoire dans le monde développé, la seconde dans les pays plus défavorisés et moins affectés par la vie moderne.

## Quatre crises et deux révolutions

En réalité, nous traversons plutôt les turbulences d'une «révolution associative mondiale», marquée par l'irruption massive du volontariat privé et de l'action citoyenne, structurés en dehors des cadres du marché et de l'Etat. Ce phénomène pourrait bien marquer un tournant aussi décisif pour notre époque que l'essor de l'Etat-nation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pourquoi cette mutation se produit-elle aujourd'hui? Quatre crises et deux révolutions peuvent nous aider à le comprendre. Commençons par la *crise de l'Etat providence moderne*: selon une perception de plus en plus répandue, l'Etat, tel qu'on le connaît en Europe et en Amérique du Nord, est devenu une machine trop lourde, sollicitée bien au-delà de ce qu'elle peut fournir. Supposé protéger les gens de risques exagérés, il finit par étouffer l'initiative privée, annihile tout sens des responsabilités individuelles et encourage la dépendance.

Une *crise du développement* a accompagné ce premier phénomène. Les chocs pétroliers des années 1970 et la récession du début des années 1980 ont bouleversé les perspectives des pays en voie de



A Lucknow, en Inde, une coo

développement. En Afrique sub-saharienne, au Moyen-Orient et dans certaines régions d'Amérique du Sud, le revenu moyen par habitant a commencé à baisser. Le rôle de l'Etat comme acteur du développement a commencé à être largement remis en cause au profit de nouvelles approches. Certaines d'entre elles s'appuient sur les lois du marché, d'autres sur les initiatives locales – structurées par les ONG – qu'on a appelées tantôt «autonomie assistée», tantôt «développement participatif».

La troisième crise mondiale, celle de *l'environnement*, aggravée par l'appauvrissement des pays en voie de développement – pour survivre, les plus démunis sont contraints de dégrader leur milieu – comme par les habitudes de gaspillage des pays riches, a, elle aussi, incité les individus à prendre des initiatives.

Enfin, *l'effondrement des expériences socialistes* en Europe centrale et orientale a nourri le scepticisme à l'égard de l'Etat et de son aptitude à répondre aux besoins des hommes. Si les promesses du socialisme étaient entachées de suspicion depuis longtemps, la récession économique du milieu des



Année Internationale  
des Volontaires



années 1970 a réduit à néant le peu de légitimité que gardaient les régimes communistes. L'échec, là encore, a conduit à de nouvelles approches. Elles ont donné naissance à des entreprises coopératives à visées commerciales mais aussi à toutes sortes d'expériences impliquant des ONG.

Hormis ces quatre crises, deux autres phénomènes expliquent les progrès récents de ce qu'on appelle le « tiers-secteur », ni étatique, ni marchand.



Coopérative fondée par des brodeuses.

Il s'agit, en premier lieu, de la *révolution des communications*, advenue dans les années 1970 et 1980. Avec la généralisation des ordinateurs, de la fibre optique, du fax, de la télévision et des satellites, les régions les plus reculées du monde se connectent aux réseaux et participent aux campagnes de masse et aux actions organisées. De plus, la généralisation des connexions a accompagné une progression significative de l'éducation. Entre 1970 et 1985, le taux d'alphabétisation dans les pays en voie de développement est passé de 43 % à 60 %.

Cette expansion combinée a facilité la participation et la mobilisation des gens. Les régimes autoritaires les mieux exercés au contrôle des réseaux de communications ne peuvent pas endiguer le flot d'informations déversées par les antennes paraboliques et les fax. Les militants isolés ont désormais la possibilité de rester en contact avec d'autres personnes qui partagent leurs idées, dans leur pays ou à l'étranger, d'échanger des points de vue et des expériences, de conforter des choix.

Enfin, l'expansion économique des années 1960 et 1970 a donné naissance à *une nouvelle bourgeoisie*

*mondiale*, devenue un acteur essentiel de ce tiers secteur. L'expansion économique a alors bénéficié à toutes les régions du globe. De 5 %, en moyenne, le taux de croissance a dépassé ce chiffre en URSS, en Europe de l'Est et dans les pays en voie de développement. En Amérique latine, en Asie et en Afrique, la croissance a alimenté une nouvelle classe moyenne urbaine, frustrée par le manque d'ouverture économique et, souvent, par l'absence de participation politique. Avec la crise consécutive aux chocs pétroliers des années 1970, ces élites ont fourni des cadres aux ONG.

### Une force politique de premier ordre

Ces évolutions expliquent l'apparition mondiale d'un secteur à la fois organisé, privé et à but non lucratif, qui s'est discrètement imposé comme une force économique, sociale et politique de premier ordre. Selon une série de travaux du Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project, les organisations à but non lucratif emploient environ 5 % de la population active dans les 22 pays étudiés, sans compter les bénévoles à plein temps, dont les effectifs s'élèveraient à 11 millions de personnes. Ces recherches montrent aussi que plus le secteur non lucratif est développé, plus le volontariat est répandu et apparaît comme un acte *social* avant d'être un choix *personnel*.

Cette configuration inédite suppose que l'on définisse une nouvelle approche des questions publiques pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Deux modèles ont dominé jusqu'à ce jour. L'un s'en remet aux lois du marché, l'autre à l'Etat. Malgré son retour en force, le premier est invalidé depuis la crise de 1929. Le second s'est effondré avec le mur de Berlin. La tentation sera grande, pour les partisans du tiers-secteur, de promouvoir leur modèle au rang des remèdes universels.

Bien que son apport soit essentiel, gardons-nous bien de lui demander plus qu'il ne peut offrir. Le siècle passé nous a appris que les problèmes actuels sont beaucoup trop complexes pour être résolus par une formule unique.

S'il nous faut un paradigme pour aborder le XXI<sup>e</sup> siècle, il s'appuie sur *le partenariat et la collaboration*, c'est-à-dire sur une « nouvelle gouvernance » capable de favoriser la coopération des différents secteurs (Etat, marché, organisations à but non lucratif). Voilà ce que recouvre la notion de « société civile » dont on débat tant aujourd'hui : il ne s'agit pas de privilégier un secteur, mais d'établir des *relations* entre les différents secteurs, et entre ceux-ci et les citoyens, afin d'améliorer la participation de tous aux questions publiques.

Le volontariat a un rôle important à jouer. Sa dynamique peut inciter les institutions à la coopération et servir de lubrifiant à celle-ci. La méfiance réciproque entre les différents acteurs rend la tâche difficile. Mais elle ouvre des perspectives prometteuses. ■

# Esclaves à 12 ans

Le trafic et l'exploitation de millions d'enfants n'épargnent aucun pays, pas même ceux du Nord. Pourtant, malgré l'horreur et l'ampleur de ce phénomène, les ripostes sont demeurées jusqu'ici timides et dispersées.



Les mains d'Andres, qui transporte la glaise dans une fabrique de briques à Bogota (Colombie).

© Marie-Dorigny/Agfa Press, Paris

**LOUISE CORRADINI**

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

En 1997, la police nord-américaine découvrait un réseau de 55 enfants sourds-muets contraints de vendre, 18 heures par jour, des porte-clés dans les trains et le métro de New York. «*Les petits muets de Jackson Heights*», comme les appellera la presse américaine, avaient été enlevés à Mexico par une bande spécialisée dans l'esclavage des enfants. Ils devaient rapporter 100 dollars par jour à leurs «commanditaires» et ne percevaient, en guise de salaire, que des coups.

Cette découverte révéla que l'esclavage des enfants sévissait au cœur même de la civilisation occidentale. Chaque année, selon les estimations du gouvernement des Etats-Unis, de 700 000 à un million d'enfants et de femmes sont victimes de ce trafic dans le monde.

Lorsque des mineurs arrivent en pays étranger, loin de leur famille, ils se retrou-

vent à la merci de ceux qui les emploient. Que ce soit dans la rue, dans des plantations, des usines, ou au service de particuliers, ils sont forcés de travailler, de mendier, ou de se prostituer. Reclus sur leur lieu de travail, ils sont traités pratiquement en esclaves. A l'aube de ce troisième millénaire, leur situation égale en horreur celle des enfants exploités du XIX<sup>e</sup> siècle, que nous décrivait Charles Dickens, Victor Hugo ou Edmondo De Amicis.

## Des chiffres éloquentes

Ce phénomène est indissociable d'une réalité plus générale: le travail des enfants. L'Organisation internationale du travail (OIT) estimait à 73 millions, en 1995, le nombre d'enfants de moins de 10 ans «*économiquement actifs*». Sur ce terreau se développent de nouvelles formes d'esclavage et de trafic, illégales par nature,

et donc difficiles à quantifier. Mais plusieurs études, menées par diverses organisations, permettent de prendre la mesure de leur gravité.

Chaque année, d'après l'Organisation internationale des migrations (OIM), quelque 200 000 femmes et enfants du Sud-Est asiatique sont victimes de ce trafic.

Le Comité des droits de l'enfant a dénoncé l'exploitation sexuelle en Inde, en 1995, de 100 000 à 150 000 femmes et fillettes originaires du Népal.

L'UNICEF estime à 200 000 le nombre d'enfants retenus en esclavage en Afrique centrale et occidentale.

En juin 2000, l'organisation Human Rights Watch dénonçait la présence d'enfants esclaves, pour la plupart âgés de 12 ans, dans l'agriculture aux Etats-Unis. Phénomène confirmé par la Central Intelligence Agency (CIA), qui a reconnu, en avril 2000, qu'environ 50 000 femmes et enfants étaient introduits chaque année dans ce pays pour y être «*exploités comme esclaves*».

## Les trafiquants utilisent partout les mêmes méthodes

Selon un rapport de l'ONG Centro de Colaboraciones Solidarias (Centre de coopération solidaire), qui s'est penchée sur le Brésil, jusqu'à 40 000 enfants ont été vendus, en 1994, pour travailler dans des exploitations agricoles ou chez des particuliers. Des jeunes filles ont également été envoyées dans des «circuits» de prostitution liés aux centres miniers.

Casa Alianza, une ONG qui défend les enfants en danger, dénonce un trafic de jeunes filles au départ du Honduras, du Guatemala et du Salvador, en direction du Mexique, où elles sont vendues à des maisons de passe pour 700 à 1 400 francs. Au Nicaragua, un enfant disparaît en moyenne tous les trois jours.

Que ce soit en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, les trafiquants utilisent des méthodes identiques. Des recruteurs gagnent la confiance des parents moyennant une petite somme d'argent ou quelques cadeaux. Puis ils parviennent à



se faire confier les enfants sous la promesse de leur trouver un travail, qui permettra d'améliorer le niveau de vie de la famille toute entière.

### Un asservissement considéré comme «normal»

L'ampleur de ce trafic s'explique par la pauvreté, par le déclin du modèle familial, et par l'impossibilité d'accéder à l'éducation. Cependant, selon l'ensemble des organisations, c'est avant tout la façon dont est perçu l'enfant dans certaines communautés qui est en cause. Très souvent, les parents sont les principaux responsables de l'esclavage de leur enfant, qu'ils considèrent volontiers comme un placement dont ils attendent des revenus (en argent ou en nature).

La dominante patriarcale de certaines sociétés et la discrimination à l'égard des jeunes filles expliquent aussi que leur exploitation dans le commerce sexuel ou dans les travaux domestiques soit, dans une certaine mesure, considérée comme «normale».

L'absence de législation nationale favorise l'action des intermédiaires et des agents de ce trafic. Malgré une récente initiative des Nations unies (voir encadré

## LES INSTRUMENTS JURIDIQUES

La lutte contre l'esclavage des mineurs est régie par deux documents de l'ONU. La Convention sur les pires formes de travail des enfants, approuvée en 1999 par l'OIT (Organisation internationale du travail), précise: «l'expression »les pires formes de travail des enfants« comprend: toutes les formes d'esclavage ou de pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés (...).»

Le Protocole pour prévenir, réprimer et sanctionner la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, adopté en 2000, indique: «l'expression »traite des personnes« désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes (...). Le terme »enfant« désigne toute personne âgée de moins de 18 ans». ■

ci-dessus), il n'existe pas de définition commune ni de critères uniformes concernant les peines. Le Programme d'élimination du travail infantile (IPEC) de l'OIT s'efforce d'initier divers projets

pour aider les gouvernements à combattre le trafic d'enfants en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Son but est avant tout la prise de conscience. L'essentiel de son effort vise à soustraire les mineurs à l'exploitation professionnelle et à empêcher le travail des enfants en s'attaquant aux racines de la pauvreté, de l'ignorance, aux déficiences des systèmes d'éducation. Faire en sorte que les lois soient appliquées, que les mineurs bénéficient des moyens de leur épanouissement et les adultes d'un travail rémunérateur: tels sont encore les projets de l'OIT.

### L'enfer de la drogue

Les conditions de travail intolérables dont souffrent les enfants victimes du trafic, le contact avec des machines et des substances dangereuses et les châtiments violents qu'ils subissent ne compromettent pas seulement leur santé. Tout cela les expose à de profonds traumatismes psychologiques.

L'arrachement des enfants au milieu familial, les contraintes subies de la part des trafiquants, aggravées par les abus sexuels exercés sur les mineurs travaillant à des tâches domestiques, ou encore l'obligation qui leur est faite de se prostituer les condamnent à un isolement dépressif. Bon nombre de ces victimes, accablées par ces souffrances supplémentaires, finissent par plonger dans la délinquance ou dans l'enfer de la drogue. ■

## Le prix d'un petit esclave

Dans les rues du centre de Bamenda (Cameroun), des affiches, apposées par des agences clandestines, proposent du travail aux enfants en précisant l'âge requis et le salaire offert. Ces agences recrutent des mineurs de 6 à 14 ans, qui, une fois placés dans des plantations de cacao ou de coton, percevront pour tout salaire moins de 100 francs par mois. A Abidjan (Côte-d'Ivoire), les agences recrutent des enfants qui travailleront dans les mines pour 70 francs mensuels et des fillettes qui seront envoyées en Europe ou aux Etats-Unis pour y être employées à des tâches domestiques à 175 francs par mois. Beaucoup d'entre elles finiront par alimenter les réseaux de prostitution infantile.

La même situation prévaut dans presque tous les pays d'Afrique occidentale et centrale. Dans ces régions, le trafic de mineurs, utilisés comme main-d'œuvre à bon marché dans des conditions d'esclavage, s'est intensifié ces dernières années. C'est ce qu'a pu vérifier une commission d'enquête de l'OIT (Organisation internationale du travail), en 2000, dans neuf pays de cette zone. Dans la plupart des cas, les mineurs étaient vendus par leurs parents pour un prix variant de 100 à 300 francs. Quelques intermédiaires ont reconnu avoir placé jusqu'à 150 enfants par an.

Selon le Service d'immigration des Etats-Unis, cité dans un rapport de la CIA en 2000, un réseau nigérian a reçu de 70000 à 84000 francs pour faire pénétrer clandestinement des enfants à New York. Des filières comparables existent aussi en Asie et en Amérique latine, deux autres régions du monde dénoncées par les organisations de défense des droits de l'homme comme étant des «pourvoyeuses massives» d'enfants esclaves.

Quel est le chiffre d'affaires mondial de la traite des enfants? Les spécialistes estiment qu'après le trafic de drogue, le jeu clandestin et la prostitution, l'esclavage des enfants est une des formes les plus lucratives de la délinquance organisée à l'échelle internationale. ■



## ESCLAVES À 12 ANS

## ONG: les briseurs de chaînes

Des organisations non gouvernementales du Nord et du Sud ont déclaré la guerre à la traite des enfants. Sitôt qu'elles découvrent un enfant esclave, elles exigent sa libération, le rachètent au besoin, et sont capables de déchaîner des campagnes mondiales contre ce fléau.

LOUISE CORRADINI, AVEC ASBEL LÓPEZ

JOURNALISTES AU COURRIER DE L'UNESCO.

Abula se levait à cinq heures du matin et parcourait, pieds nus, six kilomètres sur un mauvais sentier de pierres et de boue pour rejoindre une plantation de café à Bouafle (Côte-d'Ivoire). Quand il arrivait, en nage, épuisé, le contremaître lui indiquait le secteur à planter ce jour-là: «il fallait travailler vite, car on nous menaçait de punition et de privation de nourriture si nous n'y arrivions pas», assure ce gamin de 12 ans.

«Quand nous étions malades, nous avions peur de recevoir des coups. Un jour, j'ai vu torturer deux amis qui voulaient s'enfuir. Tous deux sont tombés gravement malades et en sont morts», se souvient-il encore. Abula a été arraché aux griffes de l'esclavage par Anti-Slavery International, une ONG fondée à Londres en 1839, qui peut se prévaloir d'être la plus ancienne du monde.

Avec d'autres organismes internationaux – tels que l'Organisation internationale du travail, l'UNICEF et l'Union européenne –, les ONG mènent une action efficace contre l'esclavage des enfants. Elles ne se contentent pas de faire pression sur les gouvernements et les organismes internationaux pour qu'ils prennent conscience des pires formes de travail infantile. Elles rachètent et réinsèrent des milliers d'enfants.

Les ONG des deux hémisphères collaborent étroitement. Celles du Sud rassemblent preuves et témoignages, tandis que celles du Nord s'efforcent de donner une ampleur internationale à la ques-

tion. Cette coopération leur permet d'organiser des campagnes internationales. La plus spectaculaire a été la Marche des enfants: plusieurs groupes, partis d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique, ont convergé en 1998 jusqu'au siège de l'OIT, à Genève, pour dénoncer l'exploitation des enfants.

De même, Anti-Slavery International entend faire pression sur les dirigeants politiques pour qu'ils inscrivent la lutte contre l'esclavage des enfants parmi leurs priorités. Pour cela, cette ONG du Nord reste en contact permanent avec des ONG du Sud. Parmi ses partenaires de terrain, Child Workers in Asia (CWA) – qui a son siège

ensuite je devais les lui rembourser. Et quand je ne travaillais pas parce que j'étais malade, je ne touchais aucun salaire», précise-t-elle.

Quand Child Workers in Asia (CWA) identifie un enfant exploité, un membre de l'ONG se présente, accompagné d'un policier et d'une assistante sociale, afin de le libérer et de le remettre à ses parents – s'il a été enlevé –, ou de le confier à un centre de réinsertion ou à une famille d'accueil, s'il a été vendu.

Mais la pire forme d'esclavage reste l'exploitation sexuelle des enfants. Maria, une fillette de 12 ans, originaire du Honduras, a d'abord été séquestrée dans son pays puis vendue au Guatemala et, de là, envoyée au Mexique, où elle a été achetée par le propriétaire d'un bar qui l'obligeait à se prostituer 20 fois par jour.

Ce cas pathétique a été découvert par Casa Alianza, une organisation fondée en 1981, au Guatemala, comme la branche latino-américaine d'une ONG de New York, Covenant House. Casa Alianza s'est d'abord consacrée à



Dans la poussière blanche d'une fabrique de craies, à Mandsaur (Inde).

© Marie-Dominique Sipa Press, Paris

à Bangkok – a récemment dénoncé le cas d'une mineure soumise à une exploitation sauvage.

Comme Abula l'Africain, Devi Lina Sari se levait, il y a un an encore, avant le jour pour aller travailler dans une plantation de canne à sucre à Medan (Indonésie): «je partais à six heures du matin, tous les jours sauf le dimanche, se souvient cette adolescente de 15 ans. Je commençais à sept heures et je terminais à quatre heures de l'après-midi, avec une pause d'une heure à midi. Si je me coupais avec la machette, le chef me payait les médicaments, mais

la défense et à la réinsertion des enfants de la rue en Amérique centrale. Mais depuis quatre ans, elle concentre tous ses efforts sur la dénonciation du trafic et de l'exploitation sexuelle et commerciale des enfants. Son champ d'action s'étend à la pornographie infantile, au tourisme sexuel et aux relations sexuelles rémunérées avec des mineurs.

Une tâche colossale, mais qui porte ses fruits: le juge spécialiste des délits sexuels au Costa Rica reconnaît que 60% des cas dont il s'occupe lui ont été signalés par Casa Alianza. ■



# Un tortillard nommé désir

Le chemin de fer qui franchit le col du Semmering, en Autriche, est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO. Plus qu'une prouesse, ce tortillard traîne dans son sillage toute la mélancolie d'un monde disparu.

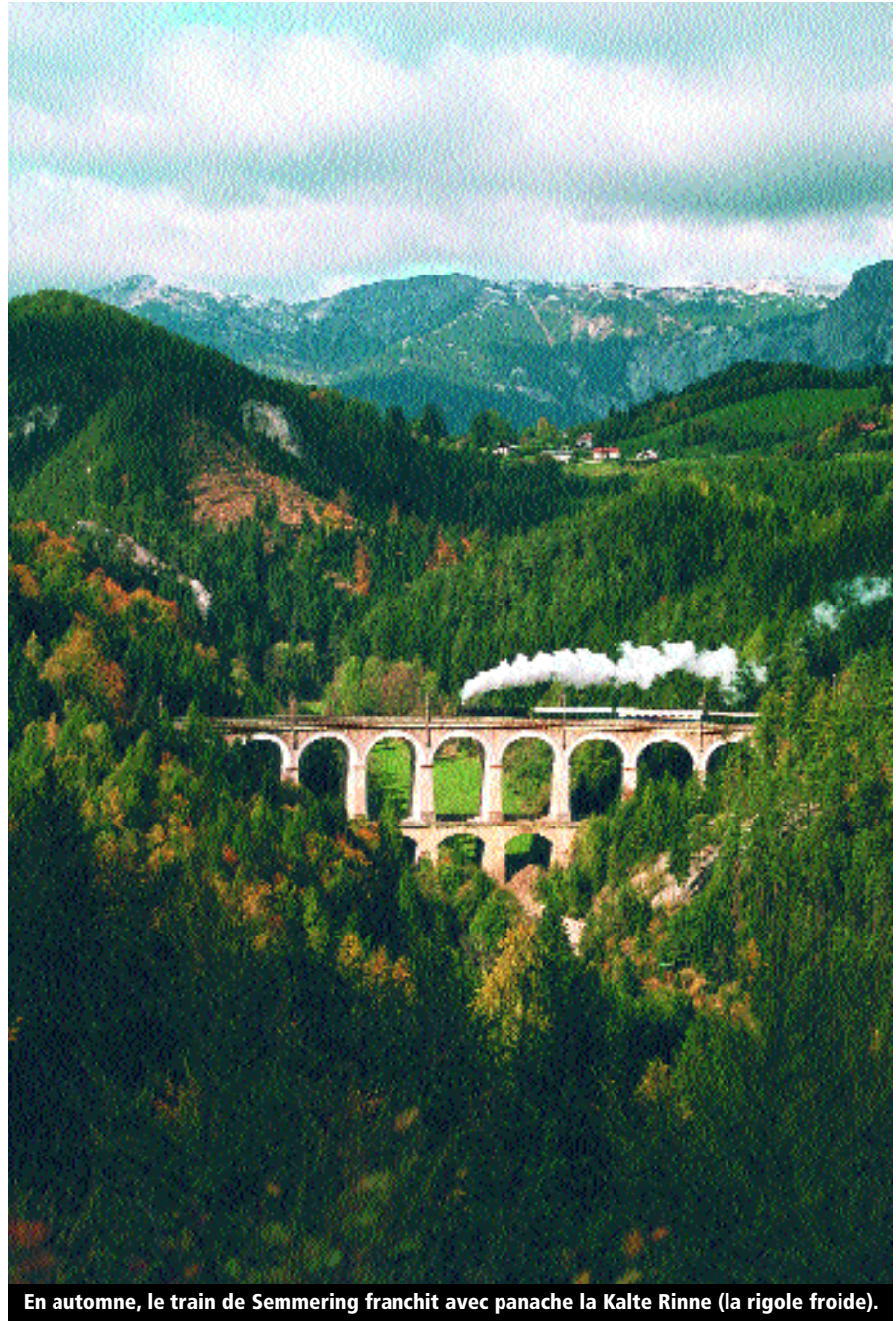
**SYLVIA TREUDL**

ÉCRIVAIN, ÉDITRICE ET CHERCHEUSE  
EN SCIENCES POLITIQUES À VIENNE  
(AUTRICHE).

**N'**allez pas au col du Semmering si vous êtes triste, à moins d'être vraiment très triste. Et si vous faites quand même le voyage, empruntez l'ancienne voie de chemin de fer du *Semmeringbahn*. Il vous fera tourner autour de la montagne, mais vous offrira bien plus: une toponymie de romans à l'eau de rose ou de légendes à vous donner le frisson. Höllental (la vallée de l'enfer), Bärensattel (la selle de l'ours), Eselstein (le rocher de l'âne), Adlitzgräben (les fossés d'Adlitz), Kalte Rinne (la rigole froide)... J'ai toujours préféré traverser le Semmering avec ce tortillard plutôt qu'installée confortablement dans un train express.

Autrefois, j'observais le paysage, juchée sur ma moto: la vallée de la Höllental était froide et humide, les virages, pour atteindre le col, parsemés de sillons sablonneux. Mais j'étais déjà trop mélancolique pour admirer ce beau paysage si étrangement anachronique. Qu'est-ce qui, tapi sous le vert des forêts, vous arrache d'ultimes larmes et permet à votre âme de retrouver sa joie? Peut-être est-ce moi qui choisis toujours la mauvaise saison de l'âme pour aller au Semmering...

Quand le brouillard effleure la roche de ses lambeaux de malheur et glisse sur de vertes prairies, quand les jardins, qui défilent sous les fenêtres du train, éclatent de mille couleurs, je n'ai qu'une envie: resplendir une dernière fois et m'exercer à mourir en beauté, avant la saison morte. Cette montagne et ce paysage m'emplissent d'une telle tristesse! De vieux souvenirs affluent, non les miens, mais ceux que d'autres m'ont racontés, pour les avoir eux-mêmes entendus quelque part. Ils me bouleversent néanmoins. Et toujours je



En automne, le train de Semmering franchit avec panache la Kalte Rinne (la rigole froide).

© Tourismus Region Nieder-Österreich, Süd-Alpin, Semmering

conjugue le Semmering au passé, comme au début d'un conte: «Il était une fois...»

Il était une fois, donc, un pays à la veille d'une révolution dont l'empereur se proposait de conquérir une montagne. Ce faisant, il recourait à cette stratégie moderne qui vise à détourner les populations de leurs problèmes de l'heure. Confronté aux

affaires de la révolution de 1848, il décida d'envoyer des ouvriers du bâtiment à la limite de la Basse-Autriche et de la Styrie, pour les occuper à ce projet audacieux. Ainsi, faisait-il d'une pierre deux coups. Une partie du prolétariat révolutionnaire, appauvrie et désespérée, se trouvait éloignée de Vienne, astreinte à de rudes





Garden-party dans les alpages, le 5 mai 1842, pour l'inauguration de la gare de Glögnitz (huile sur toile d'Anton Fisher).

travaux; l'Etat, pour sa part, tirait bénéfice d'une entreprise spectaculaire et courageuse, en tout cas pour l'Autriche: construire un chemin de fer qui défilait la montagne. On combla les anfractuosités de la roche; on lança des viaducs par-dessus vallées et ravins. Et le résultat fut majestueux. Aujourd'hui encore, les arches presque gothiques, qui découpent par endroits le ciel et les montagnes, semblent n'être là que pour embellir le paysage et non pour soutenir le déplacement fracassant de ces tonnes de fer, qui semblent sonner la capitulation de la nature face aux conquêtes de l'industrie.

C'est un certain Carlo Ghega, un Vénitien de naissance, connu dans l'histoire de l'architecture et de la politique autrichiennes sous le nom de «chevalier Karl von Ghega», qui mena cette aventure à bien. Traverse après traverse, rail après rail, il aurait lui-même dompté ce paysage rebelle, dans une solitude héroïque. C'est du moins ce que raconte la légende toujours très vivace, qui a été jusqu'à inspirer le motif d'un billet de banque autrichien (aujourd'hui démonétisé). En revanche, ceux qui se sont usés à travailler les parois rocheuses au piolet et à la pelle ne sont que rarement évoqués. Ainsi s'écrit l'histoire.

L'œuvre fut achevée en 1854. La station du Semmering représentait alors le

point le plus élevé de la Terre qui puisse s'atteindre par voie ferrée. Tout aussi «élevée» devint sa clientèle. Des villas somptueuses et des palaces, croulant sous un décorum Art nouveau, se dressèrent avec la même superbe que leurs semblables de la Ringstraße, l'artère chic de Vienne. Elles attirèrent les grandes fortunes et les stars de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### Un univers aussi révolu que l'Atlantide

Aristocrates, banquiers, grands bourgeois, peintres, écrivains, philosophes, tous étaient irrésistiblement attirés par le Semmering. L'élégance, le luxe, la beauté frayant avec une bonne mesure de décadence et de narcissisme, envahissaient peu à peu les alpages. En cas d'urgence, Vienne n'était pas loin et le voyage en train était bien plus agréable qu'en calèche. En été, la région rivalisait avec la Méditerranée. En hiver elle permettait de se retrouver entre soi.

Cet univers, aussi définitivement révolu que l'Atlantide, était tabou pour ceux qui n'appartenaient pas au cercle fermé de la finance, de la politique ou au monde interlope de la culture... Chut! N'est-ce pas l'ombre de l'écrivain Arthur Schnitzler, derrière ce haut sapin? Ne tient-il pas nonchalamment dans ses mains pâles le manuscrit d'un mélo-

drame? Et là-bas, sur ce tapis de mousse, n'est-ce pas un Sigmund Freud quelque peu souffrant, perdu dans ses pensées? Plus loin dans les sous-bois, serait-ce un cerf qui s'ébroue ou le poète Peter Altenberg s'avancant d'un pas énergique? Silhouettes d'un monde disparu... Seuls les arbres se souviennent encore de ces promeneurs réjouis, aimants ou souffrants, sous la voûte des feuillus et des épineux. Mais pour moi, leur présence hante les bois, dans l'obscurité des parois rocheuses.

Je ne vois aucune silhouette féminine, comme si les femmes n'avaient jamais existé! Pourtant, Wanda a bien dû séjourner par ici. Ou l'argent lui aura encore manqué pour passer un été à Semmering... Nul doute: elle se serait sentie parfaitement à son aise, si elle avait pu se procurer une robe présentable. Et, qui sait, peut-être le cours de sa vie en eût été changé, si elle avait pu laisser à la maison M. Leopold von Sacher-Masoch, son insupportable mari. Mais ce ne sont là que supputations et pensées au conditionnel. Et je m'étonne d'être encore si triste.

Ces dames, qui accompagnaient ces messieurs au Semmering, s'y rendaient en cure, pour profiter du changement d'air. Elles venaient papoter et jouer de leur charme, ou alors, une fois fanées, s'ennuyer. Toutes ont sombré avec leur siècle, sans laisser de trace, de sorte que,



sous leurs photos, les légendes se réduisent à de pâles commentaires: «*dames de la noblesse à une fête de bienfaisance, devant le kiosque à champagne dans le parc de Reichenau, probablement à l'occasion du cinquantième anniversaire du chemin de fer du Semmering, en 1904*».

Pourquoi donc ce paysage m'empêche-t-il de vivre avec mon temps, me force-t-il à la mélancolie, me projette-t-il dans un passé totalement étranger à mes désirs, un passé kitsch et sans espoir, que l'on ne cesse de remuer dans les vieilles boîtes à film des cinémathèques? L'empereur à la chasse au grand gibier; la jeune impératrice déguisée en Romy Schneider, à moins que ce ne soit l'inverse; l'Autriche représentée comme un nécessaire à couture, pleine à ras bord d'aristocrates flanqués de leurs

fournisseurs! Seule, une poignée de lavandières zélées, d'honnêtes chasseurs et de braconniers au regard méfiant – sur un décor de montagnes et de prés – leur donnent la réplique.

### Ces minutes que j'aime perdre...

Qu'est-ce qui fait surgir en moi ces vieilles histoires, qui me ressemblent si peu? Est-ce le paysage ou ma passion des mots? Ou encore la sombre mélancolie que m'inspire le Semmering? Jamais je ne le vois en pleine lumière, même quand le soleil brille à son zénith. Ce paysage me raconte une tragédie, bien qu'il soit d'une beauté éclatante. J'ai beau penser aux fermiers, aux charbonniers, aux ouvriers métallurgistes, aux

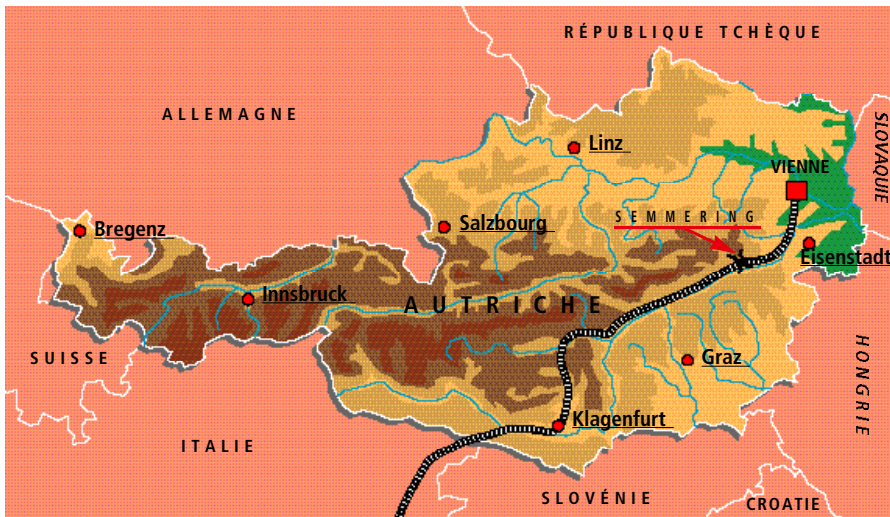
petits propriétaires qui le peuplent, je ne parviens pas à adoucir cette impression lugubre. La vie est rude dans les montagnes.

Laissons le passé, allons vers l'avenir. Randonneurs, alpinistes, touristes, sportifs, passionnés de chemin de fer forment aujourd'hui l'essentiel de la population du Semmering à la saison. Appartenant au dernier groupe, je suis avec attention le débat qui fait rage autour du percement d'un tunnel sous le Semmering. Un projet qui ne m'inspire que méfiance et répulsion. Si ce tunnel voit le jour (ce qui dépend de choix politiques), c'en sera fini de mes magnifiques voyages pleins de spleen.

Ce tunnel permettra aux express anonymes de filer à travers le ventre de la montagne et d'économiser les vingt minutes que j'aime tant perdre dans les lacets. La citoyenne du XXI<sup>e</sup> siècle que je suis pourrait se féliciter de l'efficacité du progrès! Il n'en est rien. Je suis scandalisée de voir usurper, bétonner et meurtrir ce lieu à la fois sauvage et civilisé. N'est-ce pas la peur de voir disparaître ces rêves insondables qui, à chacun de mes voyages au Semmering, m'envahissent sans rime ni raison? Ils vagabondent comme des chats errants, se fauillent à travers le paysage, s'y cachent, craintifs, libres et indomptables comme des cauchemars.

J'admire cette région, mais je ne voudrais pas vivre avec elle.

Il ne faut pas aller au Semmering sans s'être préparé à la tristesse. A moins d'être vraiment très heureux. ■



## EN PARFAITE HARMONIE AVEC LE PAYSAGE

La ligne de chemin de fer du Semmering, en Autriche, est inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1998. Elle appartient à ces «paysages culturels» auxquels le patrimoine mondial s'est ouvert dès 1994. Traversant 41 kilomètres de montagne, entre Gloggnitz et Mürzzuschlag, cette ligne – qui relie au final Vienne à Trieste – est à l'origine de la première station touristique totalement artificielle du monde. Les 57 maisons de gardien, de pierre et de brique, édifiées environ tous les 700 mètres le long de la voie, les somptueuses villas et les hôtels de luxe, qui jalonnent le parcours, constituent un exemple remarquable d'intégration harmonieuse de l'architecture au cadre naturel. Le chemin de fer franchit le formidable col du Semmering à 895 mètres d'altitude. Il traverse 14 tunnels (d'une longueur totale de 1477 mètres), 16 viaducs (de la même longueur cumulée), dont quatre sont à deux étages, et plus d'une centaine de passages sous voûtes. Cette réalisation annonce l'ère moderne de l'aménagement touristique des Alpes.

Les travaux commencèrent en juin 1848. La ligne fut divisée en 14 tronçons, chacun confié à une entreprise différente. 1 007 hommes et

414 femmes donnèrent les premiers coups de pioche. Six ans plus tard, à l'achèvement des travaux, le chantier avait employé jusqu'à 20 000 personnes. Les difficultés du terrain, le manque d'explosif puissant et les limites techniques de l'époque rendirent la tâche particulièrement ardue. Carlo Ghega, chef du projet, dut non seulement effectuer une étude complète de la zone, à défaut d'une carte fiable, mais encore mettre au point de nouveaux instruments de relevé.

Au cours de l'histoire, la ligne du Semmering fera l'objet d'importants travaux de reconstruction, en raison, notamment, de l'augmentation du poids et de la vitesse des trains. Son apparence a surtout été modifiée de 1957 à 1959, quand la voie a été électrifiée. Mais ces adaptations nécessaires n'ont pas altéré cette harmonie, presque unique en son genre, entre la nature et l'architecture. ■

# La famine indésirable dans la presse indienne

Des millions d'Indiens souffrent de la faim et de pénuries multiples. Mais les médias jouent les aveugles et préfèrent «monter en Une» les concours de beauté. Pourquoi? L'un des meilleurs reporters du pays livre son explication.

P. SAINATH

JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN INDIEN.

ébut mai 2001, il a fallu une intervention de la Cour suprême pour que la presse indienne titre enfin sur les ravages de la faim. Pourquoi a-t-elle eu besoin de ce rappel à l'ordre pour réaliser que la faim restait un problème sensible en Inde, comme dans toute l'Asie du Sud?

Depuis trois ans, l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh annoncent des surplus alimentaires. Au total, 50 millions de tonnes. Ces trois pays abritent cependant la moitié des mal nourris de la planète. Chômage, malnutrition et surplus alimentaires ont suivi la même courbe ascendante pendant la dernière décennie. Rares, pourtant, ont été les journalistes à explorer ce paradoxe.

Les 45 millions de tonnes de céréales, stockées en Inde, justifiaient pourtant bien des enquêtes. Elles n'ont pas été menées.

Dès le milieu des années 90, les dépêches évoquant les suicides collectifs

de paysans se sont multipliées. Elles provenaient surtout de l'Etat d'Andhra Pradesh, en Inde du Sud. En deux ans (1996 et 1997), 400 agriculteurs de cet Etat ont mis fin à leurs jours. Criblés de dettes, ils ne parvenaient plus à nourrir leur famille. Quelques articles, ici et là, ont relaté le phénomène, mais aucun quotidien national n'en a fait sa première page. Entre 1997 et 2000, dans le seul district d'Anantapur, 1 826 personnes – en majorité des petits paysans, exploitant moins d'un hectare – se sont suicidées. Une fois de plus, les médias ont préféré regarder ailleurs, laissant aux autorités le soin d'interpréter ces chiffres.

L'agriculture indienne affronte des problèmes sans précédent depuis 20 ans. Pourtant pas un seul quotidien national n'a détaché un journaliste à plein temps sur cette affaire. Qu'importe si l'existence de centaines de millions d'Indiens en dépend!

Pendant cette période, l'Union populaire pour les libertés civiles (Peoples' Union for Civil Liberties — PUCL) de l'Etat du Rajasthan, décidée à attirer l'attention sur le paradoxe des greniers pleins et des ventres vides, a saisi la Cour suprême. Début mai, celle-ci enjoignait aux gouvernements de six Etats de s'expliquer sur cette situation. Les journaux ont alors fait la «Une». Sans pour autant expliquer les origines de cette injonction, ni recueillir l'avis des plus pauvres.

## Des sujets susceptibles d'attirer les annonceurs

Cette dernière décennie, la presse indienne a fait preuve d'une véritable obsession pour l'actualité la plus futile. Ses priorités? Claironner au monde entier que la classe moyenne émergente raffole des McDonald's et des grandes griffes du prêt-à-porter. Ou relater la multiplication des cliniques de diététique et des concours de beauté.

Voilà des sujets plus susceptibles d'attirer les annonceurs que de sinistres papiers sur les drames de la faim ou les pénuries d'eau potable, qui affectent même les grandes villes. En Inde, la population aisée est prête à débours des sommes considérables pour perdre du poids, quand les victimes de la faim se comptent par milliers. La presse n'en offre qu'un reflet déformé.

On pourrait multiplier les exemples de myopie journalistique. Tous les médias ont couvert la révolution de l'automobile, au moment de la libéralisation de ce secteur, en 1991. Les riches indiens se sont achetés de nouvelles voitures, alors qu'ils en possédaient déjà. En 1998, on comptait cinq millions de véhicules pour une population d'un milliard d'habitants. Les véritables problèmes, liés à l'aug-



La presse ignore cette femme qui récolte, pour quelques roupies, des feuilles à beedi.

© P. Sainath



© P. Sainath

Ces deux paysans de l'Etat d'Orissa transportent leur frère blessé sur un lit de bambou vers un hôpital distant de 40 kilomètres.

mentation de la pollution et au manque criant de transports publics, destinés à tous ceux qui n'auront jamais les moyens de s'offrir une voiture, ont rarement été abordés. De même, la chute spectaculaire des achats de bicyclettes, un indice qui reflète fidèlement le niveau de vie rural, a été largement ignorée.

De temps à autre, la presse s'émeut du sort des pauvres à travers une anecdote bouleversante. Mais elle évite soigneusement de la relier aux orientations politiques qui l'expliquent, c'est-à-dire à l'intégrisme du marché et à son cortège d'ajustements structurels.

### Une mainmise sur les titres

Mais comment expliquer la cécité sociale des médias? Pendant les années 1990, la presse a abandonné son rôle de forum. Ce retrait a accompagné les mouvements de rachats et de concentration du secteur. Aujourd'hui, sept sociétés contrôlent l'essentiel des titres en langue anglaise. A Bombay, métropole de plus de 14 millions d'habitants, le groupe *Times of India* exerce une mainmise complète sur les titres en anglais et domine largement ceux en hindi et en marathi.

Le *Times of India* affiche ses priorités sans états d'âme: les concours de

beauté en première page. Pas les suicides de paysans. Les aléas de l'actualité peuvent obliger à des écarts, mais jamais au

point d'infléchir la ligne éditoriale. La plupart des grands quotidiens indiens suivent la même philosophie, définie une

## UN REPORTER DANS L'INDE PROFONDE

Journaliste et écrivain, P. Sainath a reçu le Prix mondial de journalisme des droits de l'homme, décerné pour la première fois en juin 2000. Ses écrits avaient été, auparavant, plusieurs fois récompensés. En 1994, il avait été le lauréat du Prix Lorenzo Natali, attribué à un journaliste par la Commission européenne.

Cette reconnaissance internationale, P. Sainath l'a acquise après un périple à bicyclette de deux ans et demi à travers l'Inde rurale. Il a alors publié une série de reportages sur ces pauvres que la presse indienne répugne trop souvent à évoquer. Cette aventure lui a fourni la matière de son livre *Everybody Loves a Good Drought* (Penguin Books, 1996), dans lequel il brosse un portrait sans concession de l'échec de la politique indienne de développement.

Le livre, traduit dans trois langues de l'Inde, ainsi qu'en suédois et en finnois, en est aujourd'hui à sa huitième réédition. Pendant plus de deux ans, il a été classé au premier rang des best-sellers documentaires d'auteurs indiens.

Pour traverser les dix districts les plus pauvres du pays, P. Sainath a dû parcourir plus de 100 000 kilomètres – dont 5000 à pied – emportant avec lui une lourde machine à écrire (l'électricité étant une denrée trop rare pour lui permettre d'utiliser un ordinateur portable). Malgré leur approche extrêmement critique, plusieurs de ses reportages figurent au programme de l'IAS, qui forme l'élite de l'administration indienne – l'équivalent de l'ENA française. P. Sainath travaille actuellement à une série de reportages sur les Dalits, autrefois appelés Intouchables, les populations les plus marginalisées de la société indienne.

Il enseigne aussi à l'université Sophia Polytechnic, à Bombay, et a été invité à plusieurs reprises, à donner des conférences dans plusieurs universités australiennes, canadiennes ou américaines.



## Des journaux dans les 18 langues principales du pays

Malgré ses insuffisances, la presse indienne reflète l'immense diversité du pays, avec ses 43828 titres, dont 4890 quotidiens. Il existe des journaux dans les 18 langues principales du pays, ainsi que dans plus de 81 autres langues ou dialectes. C'est l'hindi, la langue nationale, qui totalise le plus grand nombre de titres.

D'après les chiffres les plus récents, le nombre total d'exemplaires vendus par la presse indienne s'élevait à 126849500, en 1998. Le Times of India, avec six éditions et une audience s'élevant à 1,3 million de lecteurs, est le premier quotidien du pays. Il est suivi par le Malayala Manorama, qui, avec ses huit éditions en malayalam, la langue majoritaire de l'Etat du Kerala, atteint une audience de 1,2 million de lecteurs. Le Gujarat Samahar, avec ses cinq éditions en langue gujarati, arrive en troisième position avec 859015 lecteurs.

Tous ces journaux appartiennent à des groupes de presse privés qui éditent plusieurs titres dans différentes langues. En dépit de l'importance des chiffres, seule 12,68% de la population totale de l'Inde (un milliard d'habitants) a accès à la presse écrite. ■

Source: Press Information Bureau, gouvernement de l'Inde et Association mondiale des journaux, Paris.

fois pour toutes par le magnat de la presse, Rupert Murdoch: la presse est un commerce comme les autres.

La concentration a imposé à la presse indienne un système de valeurs aux antipodes de son rôle traditionnel. Le journalisme indien est né dans le combat pour l'émancipation nationale.

Mahatma Gandhi, Jawaharlal Nehru et d'autres combattants de la liberté se conduisaient en journalistes ou en patrons de presse, publiant leurs propres journaux. Ils couvraient l'actualité sans compromis, mettant la puissance coloniale sur la défensive. Jusqu'à la fin des années 1940, les journalistes souffraient peut-être d'un manque de professionnalisme, au point qu'on pouvait les assimiler à des pamphlétaires. Ils s'attaquaient pourtant à des problèmes d'une autre envergure que leurs successeurs d'aujourd'hui.

### Une multiplication des spécialistes de la mode

A de rares exceptions près, les grands journaux indiens obéissent à des impératifs commerciaux. Or, bénéfiques et publicité ne font pas bon ménage avec une information socialement pertinente. Un indice: les services qui se consacraient

aux problèmes quotidiens des gens ordinaires s'étiolent alors que se multiplient les spécialistes de la mode, de la *jet-set*, de la décoration et même de la gastronomie.

Un quotidien généraliste entretient 11 correspondants pour sa rubrique financière, alors que moins de 2% de la population détient des actions. Pendant ce temps, on demandera aux reporters «éducation» d'étendre leur champ de compétences, leur rubrique étant jugée secondaire. Et aucun titre n'emploie de journaliste à plein temps pour les questions liées à la pauvreté, au chômage ou au logement.

A mesure que les médias se réfugient dans l'élitisme, la notion de développement leur devient étrangère. L'équation est simple: plus un journal se plie aux règles de l'entreprise privée – du fait de sa culture interne ou des orientations données par ses propriétaires –, moins il a le souci de l'intérêt public.

Dans son livre *The Media Monopoly* (le Monopole des médias), Ben Bagdikian montre l'incroyable puissance des grands empires de la communication. Une poignée d'entre eux – la société Newscorp de Rupert Murdoch, par exemple, ou AOL-Time Warner – déci-

dent, pour l'essentiel, de ce qu'une grande partie de la planète pourra lire, voir et entendre.

Quand ils ont pour motivation prioritaire le retour sur investissement, les médias servent rarement l'intérêt public. Et dans un ordre mondial défini par l'intégrisme du marché, quiconque suggère que l'économie néo-libérale, la mondialisation ou les privatisations puissent être erronées passe pour hérétique. Si Gandhi vivait, il serait dénoncé comme un gauchiste attardé.

*Les Rapports sur le développement humain*, publiés chaque année par les Nations unies, témoignent que les inégalités se sont creusées dans les années 1990. Leur contenu est mentionné par la presse. Mais elle omet de s'interroger sur les orientations qui expliquent ces inégalités.

### Signaler une faiblesse dans la société

Pourtant, même en tenant compte de la mainmise croissante des milieux d'affaires, la presse indienne pourrait mieux faire. Les journalistes devraient parler des gens et de leurs besoins, accorder une plus grande place à la réalité rurale et à ses enjeux politiques.

Ils devraient débattre des véritables clivages sociaux plutôt que de se focaliser sur les professionnels de la politique. Des journalistes talentueux l'évitent sciemment, craignant sans doute de se voir reprocher une attitude «gauchiste». Mais tourner le dos à la réalité – aucun pays ne compte autant de pauvres que l'Inde – ne profite à personne. Pour avancer, la société doit d'abord se connaître elle-même.

Quand elle remplit son rôle, la presse exerce une véritable influence. Elle contraint les gouvernements à agir. Souvenons-nous de la famine qui ravageait l'Etat du Bihar, dans les années 1980, et de ces reportages qui ont amené deux Premiers ministres à se rendre sur place.

Voici plusieurs décennies, aux Etats-Unis, un procureur, commentant un erreur judiciaire, soulignait que la presse avait, à cette occasion, failli à sa mission de «signaler une faiblesse dans la société». Les médias indiens s'éloignent de plus en plus de cet impératif, bien qu'il existe encore quelques journalistes pour s'y conformer. Seuls, leurs efforts permettront de baliser les chemins d'un vrai développement. ■

# Chinua Achebe: les liens de l'exil

Bien que cloué dans un fauteuil roulant, loin de son Nigeria natal, le père fondateur de la littérature africaine de langue anglaise reste proche d'une patrie qui a fait naître en lui, à l'époque grisante de l'indépendance, le désir d'écrire.



L'écrivain ibo dans son exil new-yorkais.

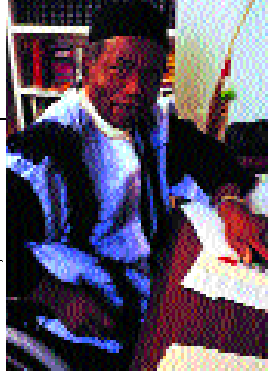
**E**nfant, vous écoutiez les conversations des parents et amis, dans la concession de la maison paternelle. L'importance de leurs propos ne vous est apparue que bien des années plus tard : comme vous l'évoquez dans votre dernier livre. Aujourd'hui, à 70 ans, les certitudes acquises à l'époque, vous hantent-elles encore ?

L'une d'elles, en tout cas : la reconnaissance du fait que les histoires sont importantes. Nous ne connaissons pas le dixième des histoires en circulation. Or, elles vous introduisent dans l'intimité d'un peuple. Je suis toujours en quête de cet instant où une vieille histoire acquiert brusquement un sens nouveau.

Je ressens cruellement la perte de ceux qui fréquentaient la maison de mon père. Ce n'étaient pas des personnages extraordinaires. Mais à présent qu'ils ne sont plus, je me rends compte qu'ils étaient plus importants que je ne le pensais.

À l'âge de 25 ans, vous écrivez votre premier récit, *Things Fall Apart* (Le Monde s'effondre). C'est l'un des premiers romans africains publiés en anglais (1958). La légende veut que ce livre soit le fruit d'une « rébellion fondamentale » des étudiants — dont vous étiez — contre un livre, *Mister Johnson*, alors révérend par les enseignants coloniaux malgré son racisme latent. Imaginez-vous jusqu'où vous conduirait cette rébellion ?

Je ne suis pas devenu écrivain grâce à *Mister Johnson*... Je suis né écrivain. Mais il est vrai que ce livre m'a ouvert



## «Mieux vaut un roman en anglais sur le peuple ibo que pas de roman du tout»

les yeux sur les agressions dont ma patrie était l'objet. Cette patrie, ce n'était pas simplement ma maison ou ma ville, mais mon histoire, qui commençait à s'agencer avec une certaine cohérence dans ses premiers éléments.

D'abord, il m'a semblé que chacun est habilité à raconter sa propre histoire. Les premiers à mettre cette idée en pratique furent des amis et des camarades de classe, qui se sont dit: «après tout, si Chinua peut le faire, moi aussi». Puis est venu le tour des femmes. Et les écrivains britanniques qui, jusque-là, avaient essayé de se substituer à nous, ont commencé à faire machine arrière et nous ont laissé le soin de dire nos histoires nous mêmes.

**Les artistes revendiquent, certes, le droit de dire leur histoire, mais de la dire dans leur propre langue. Vous êtes bien placé pour les comprendre, vous dont le roman *Things Fall Apart* aura été traduit en 50 langues, mais pas en ibo, votre langue maternelle...**

Bien sûr que cela m'est pénible. Mais mieux vaut un roman sur le peuple ibo écrit en anglais que pas de roman du tout. Vous ne pouvez tout de même pas attendre que les circonstances soient idéales pour passer à l'action! Chacun fait ce qu'il peut, au moment présent, car personne ne sait où va nous mener la situation actuelle.

Il y a quelques mois, et pour la première fois depuis 10 ans, je suis retourné dans mon pays. Le but de mon voyage était de donner une conférence en ibo sur les problèmes que pose la standardisation de cette langue par les missionnaires. Ce fut l'un des moments les plus incroyables de mon existence que de voir ces milliers de gens, dans un stade en plein air, s'enthousiasmer pour mes propos... La question de la langue ibo ne cesse de me préoccuper, et j'y travaille sans cesse. Le roman *Things Fall Apart* a fait découvrir le peuple ibo au monde.

**Vos récits s'articulent autour de la faiblesse des principaux personnages. Comme vous l'avez écrit: «qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'un personnage monotone crée des problèmes? Mais qu'un homme ordinaire fasse des ravages, voilà qui est inquiétant». Les critiques, en Occident, ne semblent pas apprécier votre ironie. Ils aimeraient mieux vous voir accoucher d'un héros, comme s'ils avaient une conception essentialiste du bon et du mauvais Africain.**

Le terme «essentialiste» me paraît approprié. Je ne sais d'où vient cette conception erronée de l'art. Sans doute est-elle plus occidentale qu'africaine, car dans mon cas – et dans celui des Ibo – l'art est inclusif. Il inclut les gens ordinaires et leur vie.

Nous avons, par exemple, cette fête

appelée *mbari*, au cours de laquelle des gens ordinaires sont isolés, pendant quelques mois, avec des artistes professionnels. Alors, chaque chose, chaque être est inclus dans un processus créatif. Tout ce qu'il y a de neuf à l'horizon – une nouvelle religion, ou le vélo d'un missionnaire – est englobé dans cette histoire. C'est une façon de domestiquer ce qui est nouveau ou étranger. En accueillant chez soi un élément nouveau, on le met sous surveillance. Question d'hospitalité et de sens pratique: il s'agit d'assurer sa propre sécurité.

La déesse – que les Ibo appellent Ani – qui préside aux festivités *mbari* n'est pas seulement la déesse de l'art et de la créativité, mais celle aussi de la moralité. Ainsi, y a-t-il toujours une frontière entre le bien et le mal. Ce qui

### L'UN DES PÈRES DU ROMAN AFRICAIN

L'art véritable est universel. Cette affirmation peut sembler surannée et quelque peu prétentieuse jusqu'au jour où vous découvrez l'œuvre de Chinua Achebe. Le Nigérian ne propose pas de grandes théories pour une civilisation universelle, mais des histoires ancrées dans la culture ibo, qui ont inspiré les lecteurs les plus divers. Les mêmes livres, qui ont aidé Nelson Mandela à supporter ses années de prison, sont étudiés comme des classiques par les élèves du monde entier. Considéré comme l'un des fondateurs du roman africain, Chinua Achebe a fait l'objet de plus d'études et d'articles qu'aucun autre auteur africain. Son œuvre – une vingtaine de livres, de nombreux essais et l'édition de recueils de nouvelles africaines – a été traduite dans une cinquantaine de langues.

Premier romancier à donner un point de vue africain sur le colonialisme, Achebe porte aussi un regard critique sur des maladies plus contemporaines, comme la corruption endémique des dirigeants nigériens. Dans son dernier livre, *Home and Exile* (Oxford, 2000), il se félicite d'appartenir à une «génération à la croisée des chemins»: une enfance imprégnée de culture ibo, grâce aux anciens de son village, mais aussi une éducation moderne qui lui a donné suffisamment de distance pour – à la fois – respecter et critiquer sa propre société sans porter de jugement.

Aujourd'hui, Achebe doit affronter une période douloureuse. En 1990, un accident de voiture l'a contraint à vivre dans une chaise roulante. Ne pouvant recevoir, au Nigeria, les soins médicaux dont il a besoin, il habite avec sa femme une petite maison, au nord de New York, dans les bois du Bard College, une faculté de lettres où ils sont tous deux enseignants.

«À une époque plus heureuse, raconte-t-il, je croyais que l'âme grandissait dans la souffrance. Mais, jusqu'à mon accident, je n'avais pas pu vérifier cette idée d'expérience. Un jour, à l'hôpital, un visiteur bien intentionné me demande: "pourquoi vous?" J'ai répondu: "pourquoi pas moi? (Il rit) À qui d'autre cela aurait-il dû arriver?"»

Cet écrivain, qui a supplié les artistes africains de rester au pays, vit en exil, loin de cette patrie qu'il aime tant: le Nigeria. «Mais la vie intérieure est une ressource essentielle qui ne dépend pas seulement du lieu où l'on se trouve. Il faut utiliser ce que vous réserve l'existence, poursuit Achebe. C'est d'ailleurs le sujet d'un grand nombre de mes histoires.» ■







## «Le niveau de pauvreté aide à mesurer l'efficacité du système représentatif»

Cette dévalorisation du mot «esclavage», accolé à toutes sortes d'abus et de mauvais traitements, ne fait pas avancer l'histoire de ce que fut, pendant 300 ans, le commerce transatlantique des esclaves.

**«Deux pas en avant, un pas en arrière»: c'est ainsi que vous décriviez «l'expérience appelée Nigeria» dans une interview, il y a une vingtaine d'années. Où en est ce pays à présent?**

Le Nigeria a franchi une énorme étape en sortant de la dictature militaire. L'armée, cependant, a été si puissante et pendant si longtemps qu'il aurait été illusoire de croire qu'un simple civil pouvait s'opposer à elle. Un général à la retraite, comme Olusegun Obasanjo [élu président en 1997], semblait donc la personne idéale. En 1987, il a été le seul dirigeant militaire qui ait jamais rendu le pouvoir aux civils. Enfin, il a connu le régime de terreur de Sani Abacha, et il a la chance d'être encore en vie.

Jusqu'ici, il s'en est plutôt bien tiré. Mais ramener le Nigeria à la raison, sans

même parler de prospérité, est plus ardu qu'on ne l'imagine. Aussi ne faut-il guère espérer de réalisation spectaculaire pendant ce premier mandat. Mais le fait que nous en soyons toujours à tâtonner et à nous interroger est déjà un grand pas.

Ma crainte vient de ces rumeurs selon lesquelles Ibrahim Babangida, le dictateur militaire qui a précédé Abacha, pourrait être le prochain président. Si ces généraux en retraite, héritiers d'un passé atroce, prétendaient revenir au pouvoir, ce serait le suicide d'une nation.

**L'une des questions centrales de votre œuvre est le choix d'un système politique représentatif approprié. Est-ce toujours d'actualité ?**

Choisir un système n'a rien de compliqué, du moins sur le papier. Cela le devient, lorsque les gens sont si misérables qu'on ne peut se fier à eux pour exercer le moindre contrôle sur ceux qui les dirigent, alors qu'ils sont prêts à vendre leur voix à n'importe qui en échange de quelques dollars. On doit tenir compte du niveau de pauvreté pour mesurer l'efficacité d'un système représentatif. Les plus cyniques des chefs d'Etat le savent très bien, eux. Ils pillent l'Etat et se constituent un trésor de guerre pour les élections.

**Les experts occidentaux, quand ils évoquent la transition du Nigeria vers la démocratie, agitent presque toujours le spectre d'une explosion ethnique. Existe-t-il un réel danger?**

Le problème est réel, mais une explosion n'est pas inévitable. Il existe des différences de langue, de culture, d'histoire. Mais il faut bien comprendre qu'aucun de ces groupes ethniques n'a été récemment importé. Et si ces groupes ont pu vivre, par le passé, en voisins proches ou distants, il n'y a pas de raison pour que l'explosion soit aujourd'hui inévitable.

Si vous observez la situation de près, vous verrez que, chaque fois qu'il y a un problème, quelqu'un manipule les différences à son profit. Nous l'avons vu clairement au début du mouvement pour l'indépendance, quand les Britanniques cherchaient à ménager leur départ du Nigeria. Ils ont monté un groupe contre l'autre, si bien que nous nous sommes battus entre nous au lieu de les combattre.

Nos dirigeants ont hérité de ce talent. Le pire, ce fut pendant notre guerre civile, la guerre du Biafra. Et nous le voyons encore aujourd'hui avec l'imposition de la charia dans certaines

## LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

**AFRIQUE DU SUD:** International Subscription Services, PO Box 4 1095, Craighall 2024. Fax: 880 6248.

**Mast Publications,** PO Box 901, Parklands 2121. Fax: 886 4512.

**ALLEMAGNE:** German Commission for Unesco, Colmanstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.

Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.

**ARGENTINE:** Edilyr Srl, Librería Correo de la Unesco, Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194

**AUSTRALIE:** Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154.

ISA Australia, PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566.

United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.

Gordon & Gotch Australia Pty. Ltd., Private Bag 290, Burwood VIC 3125. Fax: 03 9888 8561

**AUTRICHE:** Gerold & Co, Import & Export, Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne. Fax: 512 47 31 29.

**BELGIQUE:** Partner Press, 11 rue Charles Parenté, B-1070 Bruxelles.

Fax: (32 2) 556 41 46/Tel.: (32 2) 556 41 40/partner.press@ampnet.be

**BRESIL:** Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax: 551-0948.

**CANADA:** Renouf Publishing Company Ltd., 5369 ch. Canotek Road, Unit 1, Ottawa, Ont K1J 9J5. Fax: (1-613) 745 7660.

Faxon Canada, PO Box 2382, London, Ont. N6A 5A7. Fax: (1-519) 472 1072.

**CHILE:** Universitaria Textolbro Ltda., Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.

**CHINE:** China National Publications, Import & Export Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020. Fax: 010-65063101.

**COREE:** Korean National Commission for Unesco, CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.

**DANEMARK:** Munksgaard, Norre Sogade 35, PO Box 2 148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.

**ESPAGNE:** Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001 Madrid. Fax: 91575 39 98.

Librería Al Andalús, Roldana 3 y 4, 410091 Séville. Fax: 95422 53 38.

**UNESCO Ebea,** Avenida Urquijo 60, Ppa.Ldcha., 48011 Bilbao.

Fax: 427 51 59/69

**ÉTATS-UNIS:** Bernan-Associates, 4611-F Assembly Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax: 459 0056.

**FINLANDE:** Stockmann/Akateeminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00371 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.

Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.

**GRÈCE:** Librairie Kauffmann SA, Mauvrokordatou 9, GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.

**GUATEMALA:** Comisión Guatemalteca de Cooperación con la Unesco, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado Postal 2630, Ciudad de Guatemala.

**HONG KONG:** Hong Kong Government Information Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong.

**HONGRIE:** Librotrade K F T, Periodical Import/K, POB 126, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.

**INDE:** Unesco Office, 8 Poorvi Marg, Vasant Vihar, New Delhi 1 10057

**ISRAËL:** Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.

**ITALIE:** Licosa/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.

**JAPON:** Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax: 818 0864.

**LUXEMBOURG:** Messageries Paul Kraus, BP 2022, L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.

**MALTE:** Sapientzas & Sons Ltd., PO Box 36, 26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax: 24 61 82.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**MAROC:** Unesco, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75,

Tél.: 212-767 03 74/72.

**NOUVELLE ZÉLANDE:** GP Legislation Services, PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.

**PAYS-BAS:** Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ Lisse.

Fax: 2524 15888.

Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int. Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht. Fax: 32 50 103.

**PORTUGAL:** Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70

74, 1200 Lisbonne. Fax: 34 70 264.

**RÉPUBLIQUE TCHÈQUE:** Artia, Ve Smeckach 30, 111 27 Prague 1.

**ROYAUME-UNI:** The Stationery Office Publications Ctre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR. Fax: 873 84 63.

**RUSSIE:** Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39, Moscou 113095.

**SRI LANKA:** Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner

Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.

**SUÈDE:** Wennergren Williams AB, PO Box 1305, S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.

**SUISSE:** Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38 av Vibert,

CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59.

Edigroup SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022) 348 44 82.

Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich. Fax: 251 60 81

Van Diermen Editions Techniques-ADECO, Chemin du Lacuez,

CH-1807 Blonay. Fax: 943 36 05.

**THAÏLANDE:** Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamnern Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.

**TUNISIE:** Commission Nationale Tunisienne auprès de l'Unesco,

22,rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.

**URUGUAY:** Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos, Maldonado 1090,

Montevideo. Fax: 90 59 83.

**VENEZUELA:** Distriplumes, Apartado 49232, Colinas Bello Monte,

1042 A Caracas. Fax: (58 2) 9798360

Unesco/CRESALC, Edif. Asovincar, Av Los Chorros, Cruce C/C Acueducto,

Altos de Sebucan, Caracas. Fax: (58 2) 2860326.

régions du pays. Notre problème, c'est le manque de vrais dirigeants, à tous les niveaux.

**Vous vous êtes demandé, un jour, dans une interview: «comment transmettons-nous notre culture nationale sinon par les œuvres de l'imagination?» Ne faites-vous pas porter une lourde responsabilité aux artistes?**

En effet. Mais il suffit de peu pour accomplir beaucoup. En 1987, j'ai été surpris quand le dirigeant de l'un des principaux partis du Nord musulman m'a demandé d'être son adjoint. J'ai accepté uniquement pour montrer aux

**Quand rentrez-vous? Quand allez-vous remplir ce rôle qui est le votre?**

Ah! Que j'aimerais rentrer... Mais toutes sortes d'obstacles se dressent sur ma route, surtout depuis que je suis en fauteuil roulant.

**Qu'est-ce qui vous manque le plus ?**

Une véritable ambiance de travail, où tout le monde en serait à la même page du livre. L'autre jour, le maire de ma ville m'a écrit pour me demander de l'aider à créer une nouvelle bibliothèque. Personne, ici, dans l'Etat de New York, ne vient me voir pour me dire:



Cérémonie traditionnelle au village d'Ogume (Nigeria).

gens qu'il était possible, venant de l'Est du pays, d'adhérer un parti du Nord, diriger par un mollah.

**L'écrivain a donc un rôle exemplaire à jouer?**

Oui, à condition qu'il explique que personne n'a toutes les solutions en main. Quand je dis que nous manquons de dirigeants dignes de ce nom, cela ne signifie pas que le simple citoyen n'a rien à faire.

On veut tous être chef, jusqu'à ce que l'on s'aperçoive des responsabilités que cela entraîne. Cela apparaît clairement dans une société comme la mienne où le plus âgé est le plus honoré. Non sans fondement. Un vieil homme en sait beaucoup sur le passé. Il est comme un ouvrage de référence pour le village. Et ce genre de responsabilité lui garde l'esprit en éveil.

*«on veut construire une bibliothèque, vous pouvez nous aider?» Ce qui me manque, c'est de ne pas être là où l'on a le plus besoin de moi.*

### PROPOS RECUEILLIS PAR AMY OTCHET

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.



Principaux titres :

Le Monde s'effondre, Présence africaine, 1973 (plus de 8 millions d'exemplaires vendus, depuis sa publication, en 1958); Le Malaise, Présence africaine, 1974; Femmes en guerre, Hatier, collection Monde noir poche, Paris, 1981; Les Termitières de la Savane, Belfond, Paris, 1990 et 10/18, collection Domaine étranger, 1994.

Mensuel publié en 28 langues et en braille par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France

Télécopie: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47

Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org

Internet: http://www.unesco.org/courier

Directeur: René Lefort

Rédacteur en chef: James Burnet

Anglais: Cynthia Guttman

Espagnol: Louise Corradini

Français: Sophie Boukhari, Philippe Demenet

Secrétariat de direction/éditions en braille:

Annie Brachet (01.45.68.47.15)

Rédaction

Michel Bessières

Ivan Briscoe

Lucía Iglesias Kuntz

Asbel López

Amy Otchet

Shiraz Sidhva

Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Gérard Prosper

Photographe: Annick Couffé

Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)

Documentation: José Banaag (01.45.68.46.85)

Relations Editions hors Siège et presse:

Solange Belin (01.45.68.46.87)

Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral,

Alcino Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

Editions hors siège

Allemand: Urs Aregger (Berne)

Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)

Italien: Giovanni Puglisi, Gianluca Formichi (Florence)

Hindi: Pushplata Taneja (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Jalil Shahi (Téhéran)

Portugais: Alzir Alves de Abreu (Rio de Janeiro)

Ourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)

Catalan: Jordi Folch (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Feng Mingxia (Beijing)

Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)

Grec: Nicolas Papageorgiou (Athènes)

Cinghalais: Lal Perera (Colombo)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thaï: Suchitra Chitranukroh (Bangkok)

Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)

Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)

Ukrainien: Volodymyr Vasiliuk (Kiev)

Galicien: Xavier Senin Fernández

(Saint-Jacques-de-Compostelle)

Serbe: Boris Iljenko (Belgrade)

Sarde: Diego Corraïne (Nuoro)

Russe: Valeri Kharkin (Moscou)

Diffusion et promotion

Télécopie: 01.45.68.57.45

Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)

Relations agents et prestataires:

Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)

Gestion des stocks et expéditions:

Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits

à condition d'être accompagnés du nom

de l'auteur et de la mention «Reproduits du

Courrier de l'Unesco», en précisant la date du numéro.

Trois justificatifs devront être envoyés à la direction

du Courrier. Les photos non copyright seront fournies

aux publications qui en feront la demande.

Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés

que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DÉPOT LÉGAL: C1 - JUIN 2001

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The Unesco Courier (USPS 016686) is published monthly

in Paris by Unesco. Printed in France.

Periodicals postage paid at Champlain NY

and additional mailing offices.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maulde & Renou



**Dans le prochain numéro:**



Toutes les voix d'un seul monde

**Le dossier du numéro  
de juillet-août 2001**

**Beauté,  
science  
et commerce:  
le corps  
idéal**

**Dossier:**

- Des tatouages au «piercing»: la persistance des rites
- Les canons de la beauté dans l'histoire de la peinture
- Les neurosciences aux frontières du corps et de l'esprit
- Changements des modes de vie et transformations physiologiques
- Médecine: refaire un corps à tout prix
- La mondialisation du commerce des organes
- L'«homme-robot» est-il pour demain?

**Et dans les rubriques:**

- Angola: ainsi va la vie dans les ruines de Kuito
- La renaissance de l'environnement après la mort des forêts tropicales
- Le multilinguisme bat en brèche la domination du Québécois
- L'émancipation des ONG du Sud: de l'assistanat au partenariat
- L'authenticité de l'artisanat à l'épreuve de sa commercialisation
- Majorité et minorités: la liberté, selon le philosophe espagnol Fernando Savater

Vous pouvez consulter l'intégralité du Courrier de L'UNESCO sur Internet à l'adresse suivante:

 [www.unesco.org/courier](http://www.unesco.org/courier)

**Publié en 28 langues**